

Janine Ramamonjisoa
Docteur en Sociologie
Docteur de 3^è cycle en Anthropologie sociale
Maître de Conférences à la FAC.DEGS
Université d'Antananarivo

Madagascar : des pseudo-ethnies

Sommaire

Introduction

I-Madagascar, une grande ethnie en cours de consolidation

- 1- Ethnies, peuples
- 2- Sociétés étêtées, sociétés avec dirigeants
- 3- Tradition égalitariste, tradition hiérarchique
- 4- Des peuples dans les mémoires
- 5- La recherche du « Nous »
- 6- Les rapports de quasi-parenté

II- La question Merina/ »Côtiers »

- 1- Appellations
- 2- Violences
- 3- Griefs réciproques, l'enjeu du pouvoir

Conquêtes et humiliations ?

Les Merina, privilégiés de la colonisation ?

Des Merina omniprésents ?

Les technocrates Merina adversaires de la décentralisation et du développement des provinces ?

Le choix du président Ratsiraka : un « Côtier » déterminé ?

Le blocage des postes ?

Les « Côtiers » responsables du ralentissement du développement ?

Une question raciale ?

4- Une situation de développement inégal mal résolue. Le blocage de l'unité

La force des Merina

Deux lectures de la société et de l'histoire

Modes de gouvernement

En guise de conclusion

Madagascar : des pseudo-ethnies

Introduction

Les recherches sur le problème de ce que l'on appelle habituellement ethnies à Madagascar sont quasi inexistantes : le thème en a été, sauf exceptions¹, jusqu'ici occulté. Les réflexions les plus fortes, les plus justes sur les problèmes dits ethniques ont été réalisées par des militants, individus ou groupes, à l'occasion d'analyses politiques en réponse à des défis analytiques du moment., mais n'ont pas fait l'objet de publications. L'on craint en fait de donner plus d'existence encore, en le traitant, à un problème que l'on sait être entretenu, instrumentalisé, que l'on estime être un faux problème, et qui a été longtemps, pour diverses raisons, un sujet tabou. Aujourd'hui, devant les menaces que font peser sur le peuple malgache des politiciens tribalistes, ignorants de l'histoire réelle et des formes de loyauté qui unissent les diverses parties du pays, l'on se résigne à en parler, mais en étant, faute de recherches, mal armés.

Il s'agit principalement ici d'un travail de réflexion sur un thème qui s'est imposé à nous au fur et à mesure de l'irruption de menaces de type tribaliste dans le champ du politique, celui de l'ethnisation du politique, de l'ethnisation des rapports sociaux, et qui se pose dans les termes suivants : comment, ce qu'il est convenu à Madagascar d'appeler les oppositions ethniques – l' « ethnie » n'a pas d'existence institutionnelle mais elle existe dans la définition de soi, des communautés d'appartenance de chacun, dans la mémoire et l'imaginaire- s'est emparé des rapports sociaux jusqu'à donner l'impression de conflits imminents entre diverses entités de la population et principalement entre les Merina et ce que d'aucuns appellent les « Côtiers » ? Comment, par quels mécanismes, ces oppositions soi-disant ethniques sont-elles parvenues à occulter pour certains les oppositions plus réelles entre urbains et ruraux, le gouffre qui sépare les revenus les plus élevés des bas revenus, le fossé culturel entre les occidentalisés et les non occidentalisés et ceci dans toutes les régions du pays ?

Le problème existe, mais il ne se situe pas là où on le croit.

Une chose est l'apparence, qui est usage de grilles de lectures de types antagoniques dans les manifestations de violence, intériorisation de préjugés, instrumentalisation par les politiciens des conflits qui ont pu opposer autrefois les différentes populations de Madagascar et ceci dans l'ignorance et la distorsion de l'histoire pour la conquête de légitimités qui seraient sensées mener au pouvoir, et ce qui nous semble à nous le fondement des oppositions : l'existence ou plutôt la perpétuation de la construction systématique d'une culture de la division qui s'épanouit, semble-t-il, encore, au bout d'un siècle d'existence et qui s'appuie sur les contradictions existantes pour les amplifier ; par ailleurs, la mise en œuvre active de cet héritage en un mode de gouvernement dans toutes ses dimensions politiques, un mode de construction et de gestion du politique soigneusement mis au point et qui apparaît dans sa dernière métamorphose sous la version actuelle des provinces autonomes.

Le politique s'empare d'une histoire travestie. Ce type de situation, l'existence d'une population que

¹ Voir :

- Isnard (H) (1962) : « Disparités régionales et unité à Madagascar », in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, N°32, pp25-42
- J-P. Domenichini (1989) : « Tribu, ethnie et nation à Madagascar : peut-on corriger les dénominations ? », pp 15-31 in Chrétien (J-P) et Prunier (G) edit. : *Les ethnies ont une histoire*. Paris, Karthala.
- D.T.Rakotondrabe (1993) : « Essai sur les non-dits du discours fédéraliste. » in *Politique Africaine* N°52, Décembre 1993, Paris.
- F.Roubaud (2000) : *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?* Tsipika et l'Harmattan edit. Pour cette étude menée sur la base de questionnaires de type quantitatif, statistique, la question ethnique ne se poserait pas dans la capitale.

l'on désolidarise au nom de spécificités qui, pour être réelles, ne sont pas fondamentales dans le « nous » malgache traduit par une unicité de la langue et des représentations communes du réel et de l'imaginaire, ce type de situation constitue le lit de tous les échecs des pseudo-tentatives de développement qui travaillent sur une population fictive, irréaliste, construite.¹

S'il est vrai en revanche que la division n'est pas première mais relève d'un mode de gouvernement, cela signifie qu'un pouvoir qui choisirait de gouverner selon le mode attendu de l'unité de la population tout en sachant gérer les spécificités transformerait du tout au tout le paysage politique et les rapports entre Malgaches.

I-

Madagascar, une grande ethnie en cours de consolidation

Variété des types physiques qui sont le fruit de mélanges, parfois au sein même des mêmes populations², multiplicité des influences extérieures, unité de la langue, unité des coutumes matérielles, même corps de croyances au-delà de la diversité des formes religieuses, parenté des types d'organisation sociale, structuration des groupes et individus autour des ancêtres³, communauté de langue au-delà des divers parlers, l'unité dans la diversité caractérise les populations qui se modelèrent en fonction de leurs propres histoires et de leurs propres environnements.

¹ Pour les chercheurs du Nord, l'ethnie est dépassée, on en connaît les rouages et les travestissements, c'est du classique. Pour les chercheurs du Sud il est plus que temps d'aborder le problème, qui est un problème politique, il faut le voir, dans ses manifestations concrètes, décoder ces langages qui sont l'armature de la mise en condition des populations. On ne peut pas laisser les chefs dominer l'idéologique impunément. Madagascar se situe, nous semble-t-il, à la traîne en matière de décolonisation de l'histoire.

² L' historien, « colonial » H.Deschamps écrit (1947, p 43) : « Il n'y a aucune unité raciale à l'intérieur des prétendues « races ». Chez les Merina, les types asiatiques à peau claire et à cheveux lisses sont particulièrement nombreux, mais le type négroïde s'y rencontre abondamment. Les Antandroy, gens de la côte (sic), sont souvent élancés et assez clairs, mais dans l'extrême-sud, près du cap Sainte-Marie, vivent des tribus englobées dans la qualification d'Antandroy, les Karimbola, dont les individus sont petits, trapus, d'allure primitive, néanderthaloïdes par certains traits. Le type malgache le plus courant est bronzé, café au lait foncé ou clair, avec des yeux droits (?), des cheveux frisés. Il paraît constituer le fond du peuple malgache et diffère assez nettement du type africain. »

Les archéologues et les historiens ont établi pour Madagascar un peuplement relativement récent issu d'un métissage entre populations d'origines indonésiennes et bantoues : « Alors qu'il suffit de traverser le canal de Mozambique pour se rendre compte que l'humanité est d'une extrême ancienneté, à Madagascar elle n'existe, au plus tôt que depuis le Vème siècle. C'est dans le Nord du pays, dans la gorge d'Andavakoera, qu'elle a laissé ses premières traces, découvertes au début de cette décennie. Cela fait à peine mille cinq cents ans, c'est-à-dire bien peu comparés aux trois millions et demi d'années, de la dernière découverte sur la côte-est africaine, mais assez pour créer une vie commune. Tout réside en fait dans la manière dont les hommes ont emménagé. Nul ne conteste aujourd'hui le métissage entre « Indonésiens » et « Bantous » qui a généré le Malgache....Le métissage a été profond,... on constate qu'aucun des types humains attestés n'est absent nulle part. Signe de cette convivialité : la langue...Au delà de la langue existe un fond à la fois ample et diffus qui se retrouve un peu partout dans l'île, que nous vivons sans trop en prendre conscience. Il touche à notre conception du temps, de l'espace, de la vie même. »(G.Ratoandro, 1999)

³ Quelle que soit la société, la référence aux ancêtres est la principale source de l'identité. L'individu est avant tout descendant de tel ou tel groupe auquel appartenaient ses ancêtres et l'on hérite des qualités sociales de ceux-ci. Celui qui ne peut déclarer ses ancêtres, perdus dans la défaite de l'esclavage, n'a pas en fait d'existence sociale. En quelque sorte descendre de tel ou tel ancêtre s'apparente à une destinée.

La société oblige quasiment à l'acceptation de l'héritage : l'on hérite des positions occupées par les ancêtres des uns et des autres dans le passé ; les positionnements présents s'effectuent dans une grande mesure selon les classes de ces ancêtres et selon l'adhésion aux visions du passé véhiculées par les ascendants, aux représentations qu'ils s'en font. La société ne fait pas de place en fait à ceux qui trahissent leurs appartenances, qui ne les acceptent pas. Sauf en de rares exceptions, les visions du passé de même que la position de classes actuelle, les intérêts présents ou futurs déterminent les positions vis-à-vis des questions dites ethniques.

1- Ethnies, peuples ?

L'ethnie, rappelons-le, se caractériserait, pour les anthropologues, par une communauté linguistique et culturelle, l'homogénéité du territoire géographique, la conscience de cette homogénéité culturelle, fut-elle imparfaite (l'existence d'une langue commune avec des variantes dialectales). En ce cas, Madagascar, qui ne connaît qu'une langue riche de divers parlers¹, un fonds culturel commun auquel se superposent des caractéristiques régionales (peuples d'agriculteurs, d'éleveurs, de forestiers, de pêcheurs) ne connaîtrait qu'une ethnie, la nation malgache. La persistance dans les esprits et dans le langage de références ethniques (les 18 tribus², « 13 au moins, 20 au plus »), selon la classification coloniale, signifie que le degré d'homogénéité de l'ensemble national n'est pas parfait, que l'on insiste plus sur ce qui distingue les populations que sur ce qui les unit.³

Si l'on part de la réalité historique malgache, l'on voit que les populations qui constituent ce qu'on appelle ethnies sont les descendants des peuples vivant dans différents environnements naturels⁴ et autrefois dotés d'une forme d'organisation politique qu'il s'agisse d'un Etat-empire, d'un Etat-royaume, d'une chefferie, d'une confédération de chefferies ou de tribus ou de clans dans les différentes parties du pays et ayant plus ou moins conservé aujourd'hui un sentiment de groupe et un mode d'organisation.

Ce qu'il faut souligner, c'est que les pouvoirs malgaches pré-coloniaux et en particulier les dirigeants du Royaume de Madagascar⁵, loin de nier l'existence des spécificités, en avaient fait une des composantes de leurs assises. La notion, lignagère et clanique, d'origine commune, qui unit en même temps qu'elle différencie, était utilisée pour définir, par rapport aux dirigeants, les statuts de chaque groupe qui se voyait doté de fonctions, économiques, politiques, rituelles spécialisées. Le succès d'une unification, d'un rassemblement des hommes, se mesurait à la mise en mouvement, au profit du pouvoir qui émerge, de groupes maintenus dans leurs spécificités mais remodelés par rapport à soi, dans l'inégalité, la hiérarchie.

Ce que l'on appelle aujourd'hui *foko*, ou *karaza*, termes renvoyant à l'organisation sociale et traduits

¹ Voir les études de linguistique qui ont d'ores et déjà établi :

« 1- le caractère austronésien de la langue malgache

2- la dispersion dialectale de la langue, en fait des parlers (parlers de l'ouest, parlers de l'est)

3- l'unicité de la langue aussi bien sur le triple plan du lexique, de la morphologie et de la phonétique que sur l'incontournable plan de la syntaxe, qui constitue le fondement même de la grammaire de toute langue naturelle. » (R.Rabenilaina)

² Pour le vocabulaire colonial ethnie et tribu recouvrent la même réalité ; nous retenons pour notre part le terme de tribu pour désigner une forme d'organisation politique basée sur des rapports de parenté multifonctionnels, sans rapports de classes

« 13 au moins, 20 au plus », selon H. Deschamps (1947, p 43). Ces « tribus/ethnies » seraient :

- à l'Est : les Betsimisaraka, les Antaimoro, les Antaisaka, les Antanosy, les Antaifasy, les Zafisoro, les Sahavoay, les Sahafatra, les Tanala, les Bezanozano, les Sihanaka.

- au Centre, les Merina, les Betsileo.

- dans l'Ouest, le Nord et le Sud : les Antakarana, les Tsimihety, les Sakalava, les Masikoro, les Vezo, les Makoa, les Bara, les Mahafaly, les Antandroy.

-

³ Les groupes dits ethniques, comme de nombreuses autres communautés, ont coutume de se définir eux-mêmes et, ce faisant, de se distinguer des autres : ainsi, le trait spécifique aux Antesaka serait leur rapidité dans ce qu'ils entreprennent, l'exigence d'une obligation de résultats, en fait l'application et la réalisation mêlées d'impatience. L'expression (*tsy mahadini- raha*) tient lieu de quasi-devise. Toujours chez le même groupe l'usage dans la prononciation de chuintantes au lieu des sifflantes ailleurs est perçu comme différenciateur par rapport aux autres populations.

⁴ J.A.Rakotoarisoa écrit (1999) : « ... Le fameux chiffre 18 a été le résultat de cette carte ethnique dressée au début du siècle pour faciliter le travail administratif de la 19^e ethnie (les Français...). Les voyageurs, explorateurs des siècles précédents utilisaient plutôt le concept de pays au lieu d'ethnies pour désigner les régions qu'ils traversaient. Actuellement il est frappant d'observer que beaucoup de dénominations ethniques se réfèrent plus à un environnement naturel d'origine qu'à une population ... »

⁵ Le royaume dirigé par Radama Ier, dont la province centrale était l'Imerina, pays des Merina ; le royaume reçoit la reconnaissance officielle du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande avec la conclusion du traité malgacho-britannique du 23 Octobre 1817. Lire à ce propos G. Ratsivalaka (1999).

de façon abusive par ethnies ce sont les descendants des peuples des différentes entités politiques¹ qui formèrent autrefois l'organisation politique du pays dans les différentes parties de son territoire.

2- Sociétés étêtées, sociétés avec dirigeants

L'on pourrait en fait distinguer parmi la population de Madagascar deux catégories de peuples sans que, dans l'état actuel des recherches, les implications de cette distinction aient été explorées.

Dans la première, le plus souvent de par le système d'administration indirecte imposé (parce que jugé plus efficace dans certaines régions) durant la colonisation ou de par l'éloignement des centres du pouvoir, les chefs traditionnels ont gardé leurs pouvoirs, la population aujourd'hui est à la fois citoyenne de la République et sujette ou dépendante de chefs, de leaders lignagers ou claniques aux pouvoirs de régulation sociale, parfois de production (répartition des terres, gestion du surplus,), religieux car ils représentent les ancêtres de l'au-delà sur terre, gardiens des traditions ; le pouvoir peut se situer à deux niveaux, au niveau des groupes de parenté (lignages et clans), et au niveau de l'ancienne confédération de tribus, de l'ancienne chefferie ou du royaume, et il n'est pas indifférent aux pouvoirs institutionnels modernes qui tentent d'une façon ou d'une autre de se le concilier (B.Schlemmer, 1983). Dans ce type de société la cohésion est demeurée forte, le sentiment d'appartenance et de loyauté rend les membres solidaires les uns des autres, la réussite de l'un d'entre eux est une gloire pour tous mais les hiérarchies restent fortes, les rivalités aussi sont tenaces entre groupes segmentaires en compétition.

Dans la deuxième catégorie de sociétés, l'« ethnie » est une mémoire sans chef ; sur le groupe familial, tant qu'il subsiste, repose la fidélité aux manières d'être, de ressentir, de penser. Les hiérarchies anciennes coexistent avec les oppositions de classes. L'occidentalisation s'est installée sous ses différentes formes dans ce type de société, du christianisme à la scolarisation, des modes de consommation aux projets d'existence et à la citoyenneté républicaine, mais le plus souvent la fidélité aux ancêtres, en même temps qu'elle se restreint à des groupes de parents proches, est préservée dans le cadre d'associations formalisées de descendants. La colonisation a ici atomisé la société en fragments de lignages, supprimé la communication d'ordre politique et économique entre les unités constituées, refoulé les pouvoirs au niveau du rituel : celui-ci constitue désormais la seule aire de liberté, le seul lien possible de cohésion et de contestation et l'ampleur de son développement donne la mesure de son refus de la domination. Cette désintégration de la société explique, au même titre que la faiblesse de l'organisation des luttes politiques populaires, l'ampleur de la dépossession politique opérée par l'Etat.

Dans les deux types de sociétés, l'éloignement de la région de naissance est vécu comme un exil, les corps défunts sont rapatriés dans les villages d'origine, des associations sont fondées qui assurent leurs transferts.

3- Tradition égalitariste, tradition hiérarchique

L'on peut par ailleurs poser une distinction entre les sociétés à tradition égalitariste qui connurent l'organisation clanique ou tribale et celles à tradition hiérarchique organisées en chefferies, puis en Etats. Nous savons maintenant que le passage d'un type d'organisation à un autre n'a pas suivi les schémas simplificateurs des évolutionnistes, que de nombreux cas de « dévolution » se sont produits, qu'ils aient pour source la destruction des systèmes centralisés par l'agression des traitants

¹ Les ethnies dénombrées par les colonisateurs désignent des entités disparates, l'on parle par exemple d'ethnie sakalava, merina, masikoro, vezo, en confondant deux ordres de réalités, à savoir :

- des ensembles socio-politiques d'autrefois unifiés par un Etat, une chefferie, et qui comprennent eux-mêmes des groupes, par exemple l'Etat merina ou les Etats des différents royaumes sakalava ;
- les groupes composant ces ensembles socio-politiques dans la mesure où ils présentent une certaine homogénéité qui permet de les différencier, clans étendus ou anciennes entités politiques submergées dans de nouveaux ensembles, tels les peuples masikoro, vezo, relevant des royaumes sakalava.

esclavagistes ou le refus, interne aux sociétés, de la sujétion.

Au nombre des sociétés du premier type, l'on classe habituellement par exemple les Betsimisaraka regroupés en confédération de clans, les Antandroy qui semblent avoir une idéologie de descendance commune, affirment avoir la même souche ancestrale ((*Ny Antandroy, iray razana*)¹, les Tsimihety² qui refusèrent la sujétion aux princes Zafirabay et allèrent peupler le Nord-Ouest vers Mandritsara. Ou encore, parmi les Antemoro, le groupe Ampanambaka (G.Althabe, 2000) , chez les Antesaka³ les clans Zafimananga, Zafimahavaly et Zafimahery qui s'insurgèrent contre leurs souverains et choisirent de s'organiser plus démocratiquement.

Les sociétés du deuxième type comprennent celles des Antanosy, Mahafaly, Betsileo, Sakalava, Antaimoro, Merina, etc.. dont les dirigeants ont souvent entre eux des liens de parenté... Bâties autour de la sacralité du souverain, elles s'appuient sur un système idéologique sophistiqué, une hiérarchie minutieuse définissant la place et les prérogatives de chacun en fonction des relations de ses ancêtres aux ancêtres royaux ; ceux qui n'ont pas d'ancêtres c'est-à-dire les esclaves, occupent le niveau le plus bas de l'échelle sociale. Les hiérarchies déterminent les positions, les représentations, les loyautés et les groupes dénombrés ne sont pas des entités aussi cohésives qu'on pourrait penser : si les – ou des - descendants des esclaves ne se sentent pas solidaires du passé comme de l'avenir des descendants de la population libre peut-on encore parler en termes d'ethnies cohérentes⁴, ne doit-on pas plutôt parler d'identité à plusieurs pôles, l'ethnicité englobant alors les différenciations statutaires et de classes ? De par les inégalités internes, l'unité de ce type de société est constamment à recréer. Il existe toutefois des ponts entre les divers rangs, une certaine mobilité sociale est permise, même si elle est limitée.

4- Des peuples dans les mémoires

Nous avons donc affaire aujourd'hui à Madagascar au sein de la nation malgache, non à des « ethnies » réelles, territorialisées, s'organisant autour d'institutions qui les reconnaissent, mais à des ensembles sociaux reposant sur la mémoire et l'imaginaire qui ont gardé, plus ou moins accusées au gré des circonstances, des formes de solidarité et de loyauté, que celles-ci soient muettes ou déclarées, un souvenir d'autrefois s'ajustant aux contextes présents . Il s'est effectué lors du démantèlement des sociétés par les pouvoirs coloniaux, un repli en milieu rural sur les unités élémentaires (segments de lignages, lignages, clans, au mieux, chefferies), en milieu urbain sur la famille étendue et la famille nucléaire, à la ville comme à la campagne création de nouvelles communautés de résidence. L'ensemble du pays est constitué des descendants des peuples des entités politiques d'autrefois, aux coutumes plus ou moins similaires ; des peuples qui se connaissent mal mutuellement; qui ignorent leurs modes de communication d'autrefois avec les autres ; des peuples qui ignorent leur histoire ; au niveau du pays, des dirigeants qui n'investissent pas sur l'histoire mais sur une pseudo-histoire.

La construction coloniale, instrumentale à des fins de division, a consisté à sélectionner les traits

¹ Ce qui semble contradictoire avec la hiérarchie établie entre les différents clans, à moins qu'il ne s'agisse de systèmes de chefferies héréditaires.

² La création de la tribu des Tsimihety (ceux qui ne se coupent pas les cheveux à la mort d'un souverain) daterait du refus de la sujétion aux princes Zafirabay, du refus de la sujétion à la royauté. Ceux qui acceptèrent la soumission à la royauté (les Marobory) partirent vers Maroantsetra, vers le Nord-Est, les Tsimihety eux se dirigèrent vers le Nord-Ouest, vers Mandritsara.

³ Voir les travaux en cours de Johnson Andrianahy : les clans Zafimananga, Zafimahavaly et Zafimahery s'insurgèrent en 1895 contre l'ordre royal des Rabehava, renversèrent les rangs sociaux et imposèrent l'institution de la communauté Telo Troky (abandon du terme Lohavohitsy) : Zafimananga, Rabehava, Zafimahavaly, pourtant sans relations de parenté. Les Rabehava, dépossédés de leurs terres sont concentrés autour de Vangaindrano ; de la même façon que l'ensemble des Antesaka, les migrations les ont menés dans tout le pays.

⁴ Cf. Le *famadihana*, rite des deuxièmes funérailles, qui passe pour être spécifique du pays Merina, n'est pas chez ce peuple, pratiqué pour les aristocrates de haut rang qui évitent tout contact avec la mort. Cf. J.P.Domenichini (1992) : « La pratique des secondes funérailles, amplement attestée en Asie du Sud-Est, est un trait culturel des sociétés austronésiennes, du moins dans leur variété hespéronésienne ; elles étaient restées au XIXème siècle et sont restées au XXème siècle une pratique du tout Madagascar, sans que leur extension y ait été partout égale : l'aire occidentale (Antsakalava, Mahafale) avait réservé le privilège des traitements préliminaires du corps avant sa mise au tombeau - cérémonie appelée *tsiritse* en Menabe - aux rois et à leur famille proche ; tandis que le peuple mettait ses morts en terre sans plus y revenir ; dans l'aire centrale (Imerina, Betsileo, Ibara) et orientale (Betsimisaraka) au contraire, les secondes funérailles sont généralement pratiquées, voire nécessaires, et il importe peu de ce point de vue qu'elles y soient différemment dénommées : *okatr'arân, ova, kakazo, fiefana, havoria...* »

différenciateurs des différents peuples, à opposer ceux-ci les uns aux autres, et principalement le groupe du centre, le plus puissant, dont le pouvoir menaçait l'occupant, à ceux de la périphérie. Le travestissement de l'histoire a consisté alors à doter d'autonomie les éléments d'un ensemble, le pays, à donner de celui-ci une image amoindrie, dont l'enjeu est le pouvoir. La décolonisation, dans ce domaine crucial n'a pas été faite.

5- La recherche du « Nous »

La possession d'une langue commune et donc d'un ensemble partagé de systèmes de représentations a forgé, plus que tout autre facteur, l'unité des Malgaches.

« Isika Gasy », « nous, Malgaches » définit une communauté dépassant aussi bien les particularismes familiaux, claniques, ethniques que les oppositions de rangs et de classes. Les fondements de cette unité sont inscrits aussi bien dans les corps, que dans des aspirations communes, la langue, les rites et croyances d'ordre religieux, la mise en œuvre d'une idéologie communautariste. Les Gasy s'opposent aux Vazaha : l'étranger est le Vazaha, le non Malgache, de même que le Malgache est le non étranger. L'étranger est aussi le nouveau, l'inattendu, qui est aussi l'anormal, qui peut nuire et que l'on ne connaît pas. A. Van Genep (1904) notait au début du siècle la place donnée à l'étranger dans la culture et relevait une gamme d'attitudes allant de la peur, de l'appréhension à la vénération. L'étranger peut être intégré au groupe par des rites qui en faisaient un quasi-parent, pour peu que des rites d'accueil, qui sont aussi des modes de neutralisation d'une relation susceptible d'être dangereuse pour la société, soient accomplis. Aujourd'hui le Vazaha est le riche tout puissant, et l'on espère bénéficier de miettes de sa fortune. C'est aussi celui qui ne sait pas dépasser les contradictions.

Les moins sensibles à la division selon les ethnies seraient les jeunes : interrogés sur l'existence éventuelle de conflits entre jeunes de différentes origines, les jeunes de la capitale répondent que la question ethnique n'existe pas entre eux, d'autres affirment que celle-ci existe bel et bien au niveau des quartiers étudiants.

L'on doit noter également , outre la moindre acuité du problème chez les jeunes générations que :

- Les analyses de type ethniciste négligent généralement que les alliances entre membres d'« ethnies » différentes deviennent de plus en plus fréquentes, entre personnes de même appartenance socio-économique ; même si l'endogamie reste la pratique la plus répandue¹ les unions entre membres des divers ensembles ont toujours existé. Les cultures familiales, préoccupées à se trouver des ancrages et des légitimités, répugnent à admettre les mélanges, l'ouverture, de façon ouverte.
- Entre membres des différentes ethnies, les échanges familiaux ont toujours existé : familles de la capitale recevant des enfants de provinces, familles des provinces accueillant des travailleurs, fonctionnaires originaires de la capitale, échanges qui créent des liens très profonds qui transcendent les appartenances ethniques ; il en est de même des échanges au sein des églises et des temples.
- Les migrations constituent les milieux de brassage les plus forts. Selon des paysans Antesaka interrogés lors d'un débat : « à terre rouge des tubercules rouges, à terre noire, des tubercules noirs. C'est en fonction de la terre où ils sont enterrés que leur teinte devient rouge » « *Mena tany, mena ovy, mainty tany, mainty ovy. Arakaraky ny tany nolevenany ny mahamena ny volony* ». Les migrants font tout pour être acceptés dans leur milieu d'accueil, tout en faisant reconnaître leurs droits à des coutumes différentes. Dans la mesure où l'ethnie n'est plus relevée à partir du Recensement de la Population et des Habitats de 1975 l'on ne connaît plus en fait les effectifs de population selon l'ethnie et les régions. Mais les migrations sont importantes d'une région à l'autre. Ce que demandent les communautés en migration c'est que Madagascar soit à tous les Malgaches et que l'on ne les considère plus comme des *mpihavy* (des gens qui arrivent, qui viennent) ou des *mpivahiny* (des hôtes, des voyageurs), qu'il soit possible à tous d'être partout des Malgaches de plein droit quelles que soient leurs régions d'origine. En milieu rural comme urbain, des populations relevant de groupes

¹ Chez des peuples comme les Antesaka l'endogamie s'essaie à être la règle, l'exclusion du tombeau (*kobory*) familial étant la sanction qui menace les déviants. Un changement se dessine : le mariage entre Malgaches est admis, le mariage avec les Chinois seuls demeure interdit, car ceux-ci passent pour consommer du chien.

différents cohabitent dans le plus grand respect des coutumes des uns et des autres. En milieu de migrations, les migrants s'organisent à des fins d'entraide, essentiellement pour assurer le rapatriement des morts dans leurs villages ancestraux.

- Les mouvements de mobilisation populaire du type de celui de 1972 contre le néocolonialisme, contre le régime dit socialiste en 1991, et aujourd'hui pour la transparence des élections ont toujours dépassé les soi-disant appartenances ethniques.

Une des forces, des faiblesses aussi des Malgaches, c'est que tout échange, tout débat vise avant tout à trouver une plate forme commune, un terrain d'entente. L'on peut parler ici d'une culture de la négociation qui n'admet aucun extrémisme, qui admet que les idées soient menées jusqu'au bout, mais non leur traduction en actes : elles doivent s'arrêter là où se situe le point de rencontre entre les protagonistes, personne ne se sentant dès lors lésé. Le contexte social est ici déterminant, qu'il s'agisse de période d'enlèvement dans la sujétion ou de mobilisation des énergies, l'essentiel est de se situer sur le même niveau, dans le consensuel. En matière de cohabitation ceci permet les compromis. Sur le plan des idées celles-ci peuvent être menées jusqu'à leur terme, leur approfondissement, mais l'on estime qu'il est dangereux de les faire passer à l'acte. On dit de ceux qui persistent dans leurs points de vue après qu'ils aient écouté ceux des autres qu'ils s'obstinent (*miziriziry*), restent sur leurs positions et cette attitude est blâmée car elle ne permettrait pas la rencontre à mi-chemin perçue comme une vertu, le respect des positions de l'autre. Les valeurs de paix pour certains équivalent à un prérequis de la démocratie¹ : la capacité à s'asseoir et à dialoguer, à trouver des perceptions, des valeurs, des objectifs en commun. Dans la grille culturelle des rapports interindividuels une place est donnée à la différence de points de vue, la vérité ou du moins l'attitude correcte se localisant dans le compromis entre les points de vue des uns et des autres. Comme le proverbe le dit (*Ny hisavorovoroan-kilantoana*), « si nous nous mettons en situation de dérangement c'est pour mieux nous mettre en ordre », le désordre, la confusion, précèdent et préparent l'ordre et l'harmonie. Des rituels d'aplanissement des conflits (*tsitsike*, *velirano*, etc..) permettent que soient minimisées les oppositions entre individus comme entre communautés.

6- Les rapports de quasi-parenté

La culture a mis en place des mécanismes permettant l'instauration, entre les membres de communautés différentes susceptibles d'entrer en conflit, des rapports de quasi-parenté : les uns et les autres sont tenus de se conduire avec la plus grande familiarité pour la relation à parenté *ziva* ou *lohateny*, comme des parents proches dans la relation de fraternité de sang *vakira*, ou *fatidra*. Tandis que la relation *ziva* ou *lohateny* s'instaure entre deux communautés, telles celles des Betsileo et des Antesaka, ou celle des Antanosy et des Antandroy, leur interdisant le conflit, la relation *fatidra* ou *vakira*, unit les individus entre eux et facilite l'intégration des individus migrants dans leur milieu d'accueil, au-delà des ethnies et des nationalités.

Au niveau populaire le constat des différences est juste exposé, comme un donné.

II

La question Merina/ »Côtiers »

L'existence d'un problème Merina/ »Côtiers » ne peut être nié. Ceux qui se voilent la face au nom de l'unité nationale retardent le moment où la situation doit être considérée avec sérieux et imagination². Il faut aussi réaliser que cette situation est le produit d'une conjoncture, d'un système de pouvoirs et que

¹ La mobilisation populaire qui suit les élections présidentielles du 16 Décembre 2001 a pour fondement le refus des autorités, dans un fort climat de suspicion de trafic des résultats, de procéder à la comparaison des procès-verbaux de chaque bureau de vote, le refus de la transparence qui suppose que chaque camp puisse défendre son point de vue. Le pouvoir autoritaire est celui qui refuse l'échange et l'existence de ce qui n'est pas lui.

² cf Tandis que l'« intelligentzia » persiste à se contenter d'affirmer qu'il s'agit d'un faux problème, les politiciens tribalistes, eux, préchent la division avec succès.

les oppositions qui menacent peuvent être des phénomènes réversibles, ou irréversibles, selon les solutions qui y sont apportées. Qui en fait a empêché les pouvoirs qui se sont succédé de réfléchir à une solution de construction unitaire de la nation ?

Il doit être souligné que tous les Merina ne déprécient pas les « Côtiers », et que tous les « Côtiers » ne s'opposent pas aux Merina. Les positions ethnicistes sont le fait surtout de politiciens¹, relayés par leurs journalistes, prenant à témoin leur public en vue de la distribution des positions et du pouvoir, le fait de lettrés.² L'on ne peut minimiser l'impact des discours de ces derniers qui permettent que soit entretenu un courant quasi permanent de climat belliqueux ou pour le moins de suspicion entre les différentes composantes de la population. Dans les media tant privés que publics, les occasions de heurts ethniques sont rapportés sans analyses circonstanciées : sont catégorisés comme affrontements ethniques tous incidents opposant des membres d'individus de régions différentes : les incidents sont ramenés alors à la seule dimension ethnique sans faire la part pour l'explication des affrontements aux groupes d'âge, au sexe, aux circonstances, aux appartenances socio-politiques et socio-économiques, appartenances de classes, etc... autrement dit, les rivalités réelles, sont ramenées à un seul facteur, de façon obsessionnelle. Les dissensions inter-ethniques ne concernent donc pas seulement le conflit Merina/Côtiers mais les différents groupes entre eux. Il reste que la mobilisation contre les Merina demeure la plus usuelle et la plus payante.

1- Appellations

Les Merina qualifient les « Côtiers », de Ceux d'en bas (*Tambany*) , Ceux d'au-dessous des feuillages (*Ambaniravinkazo*), Ceux de la périphérie (*Tanindrana*). Les « Côtiers », en situation de conflit, appellent les Merina les Chiens de porcs (*Amboalambo*), « Ceux qui vivent sous le jour (*Ambaniandro*)³ , les têtes lisses (*Malama Ioha*) , Ceux qui descendent d'Ancêtres Chiens (*Amboarazana*) . Les appellations données par les Merina sont de type locatif, géographique, et sont dépréciatives, celles attribuées par les « Côtiers » se veulent insultantes. Le sens des qualificatifs a d'ailleurs connu une translation importante.⁴ L'opposition Tanivo/Tanindrana (l'en dedans/l'en dehors) n'avait pas dans les temps monarchiques, la consonance qu'elle a maintenant : en ces temps, Tanindrana - Ceux de l'au-delà de la lisière du royaume - ne signifiaient que la localisation, par rapport à Ceux qui relevaient de l'intérieur des frontières, de l'en-dedans ; elle revêt des consonances dépréciatives aujourd'hui.

2- Violences

Lorsque dans le pays les enjeux du pouvoir font naître un climat d'oppositions ethniques, les plus exposés aux violences sont les originaires de la province d'Antananarivo, les Merina qui vivent en

¹ Les élections présidentielles du 16 Décembre 2001, auxquelles se présente un candidat Merina (Marc Ravalomanana), donnent lieu à une tentative de faire dresser contre la population de la capitale les populations des autres régions. Le candidat du pouvoir est un exemple achevé de l'intériorisation des automatismes de type tribal : les proclamations sur l'unité nationale ne changent rien, celle-ci est d'autant plus mise à mal qu'elle est proclamée haut et fort, le sentiment d'être tout simplement Malgache , le sentiment d'une communauté de destin lui semble étranger..

² Le journaliste Adelson Razafy du quotidien Tribune analyse de façon tout à fait pertinente l'obsession ethnique en cours actuellement dans le pays et qui est le produit d'un mode de gouvernement : « En fait, il se trouve que les paysans et le petit peuple en général traitent avec leurs prochains sans accorder aucune considération pour les origines ethniques. La tendance à tout bout de champ à la provenance (sic) régionale de ses semblables se rencontre surtout chez les intellectuels et les personnes instruites. A quoi peut-on imputer une telle situation, à l'émulation scolaire et universitaire entre les provinces ? A la vie universitaire aujourd'hui puissamment régentée par les associations régionales ? Au système d'attribution des bourses (surtout extérieures) fondé sur les appartenances régionales des demandeurs ? Au régime des quotas régionaux institué à l'entrée de beaucoup de grandes écoles et d'instituts supérieurs ? Il semble en fait que les intellectuels exacerbent intentionnellement les contradictions ethniques dans la quête (ou la conquête) des hautes fonctions de l'Etat, ou du moins souvent du secteur privé. Ecarté d'un portefeuille ministériel, de la présidence d'une société d'Etat ou même de la direction d'une agence régionale de banque, tel intellectuel frustré s'agite et élève la voix en faisant valoir des considérations ethniques dans le choix ou le non choix. Pour partir à l'assaut d'un poste convoité, certains intellectuels se regroupent en bandes et pèsent de tout leur poids sur la décision en brandissant comme une bannière leur appartenance ethnique. Comme les autorités ont souvent capitulé devant ces groupes de pression, des intellectuels éliminés de tel poste par un natif de la région, corsent le jeu en faisant cette fois des contradictions se rapportant aux clans, aux lignages ou aux « castes ».. »

³ Le terme Ambaniandro autrefois s'appliquait à l'ensemble de la population sujette dans l'ensemble du royaume.

⁴ Sur *Amboalambo*, voir les travaux de G.Ratsivalaka pour qui autrefois *Amboalambo* désignait ceux qui paient un tribut

dehors de leur province : le plus souvent il s'agit de migrants de longue date, qui sont partis pour vivre mieux, qui ont choisi de vivre dans une autre région et ont mis en place les stratégies de leur implantation dont principalement leurs modes de relations avec les populations autochtones. Le plus souvent ils se sont rendus indispensables dans leurs nouvelles communautés. Mais les menaces peuvent atteindre, quoique moins fréquemment et à des degrés moindres, également les migrants d'autres ethnies de grands migrants, à savoir principalement les Betsileo et les Antesaka.

Un peu partout, dès que surgissent dans les provinces des occasions de conflits il est dit par les membres du parti Arema, parti présidentiel qui s'érige au-dessus des lois, que les Merina doivent rentrer chez eux ; les Merina, eux, se font gloire de leur capacité d'intégration, il n'y a pas d'étranger au cœur de l'Imerina a-t-il toujours été dit (*tsy misy vahiny an-kibon'Imerina*)

L'on ne peut minimiser le risque de violences tribales ou du moins des violences commanditées par certains politiciens afin d'effrayer les diverses communautés et les entraîner à les suivre.

Les violences génèrent des réflexes de défense : c'est ainsi qu'au plus fort des émeutes des fédéralistes à Toamasina en 1992 où il y eut de nombreux morts, les migrants des diverses associations se sont organisés pour se protéger des violences perpétrées contre eux¹.

Les intellectuels merina, vivant il faut le dire, dans le bain d'une idéologie francisée, et nourrie des idéaux des droits de l'homme se sont toujours sentis – mais plus maintenant, l'on a trop tiré semble-t-il sur la corde - coupables d'avoir vaincu, sous la monarchie merina, les autres entités politiques : ce faisant ils ne sortaient pas de la logique ancestrale, ils assumaient ce que leurs ancêtres – et non eux-mêmes – avaient fait.

Il a fallu les menaces physiques directes exprimées en 1992 par les membres du mouvement fédéraliste pour que les Merina en général, les intellectuels merina en particulier, généralement paternalistes dans leurs appréciations, se réveillent d'un long rêve : ils s'étaient fermés les yeux devant une réalité enfin évidente : ils étaient rejetés en tant que Merina et leurs comportements individuels ne changeaient rien à cette évidence. Bien sûr le mouvement fédéraliste ne représentait qu'une partie de l'opinion non Merina, mais les occasions où la « cause côtière », la solidarité des non Merina contre les Merina étaient trop nombreuses pour que les Merina enfin ne saisissent pas la situation de danger où ils se trouvaient. Depuis, de façon spontanée comme organisée, les solutions ont été imaginées, à défaut d'être prises, les échanges² se sont établis entre diverses parties de la population. Parmi les réponses de type identitaire l'on doit retenir la création en 1993 de la puissante association Terak'Imerina³, celle du journal¹ et de la radio Feon'ny Merina, de même que tout un courant culturel

¹ Nous lisons dans le journal Tribune du 16 Novembre 1992 que « A l'initiative des natifs de Manjakandriana, d'Avaradrano et de la toute récente *Zafin'larivo*, les Merina vivant et travaillant à Toamasina se sont réunis hier dans un établissement sis à l'entrée de la ville... » « Ils sont las de servir de boucs émissaires et d'encaisser menaces et pressions morales dès qu'il y a instabilité politique. Aussi, entendent-ils démontrer qu'unis par une solidarité effective, ils peuvent s'organiser en cas d'atteinte à leur vie et/ou à leurs biens ».

Lors de la même occasion les originaires du Sud-Est, qui ont perdu des leurs lors des affrontements entre Forces Vives et Fédéralistes à Toamasina, se sont organisés en comités de vigilance. Nous lisons ainsi dans le même Journal Tribune, à la date du 25 Août 1992 : « De jour comme de nuit, tous les jeunes du quartier (de Morarano), Antefasy, Antesaka, Betsimisaraka, Merina, Betsileo ou Antaranjana, contrôlent la circulation des voitures et des personnes en installant tous les 50 mètres des barrages. Ce, afin d'empêcher toute intrusion suspecte... »

² . La tenue dans les locaux de l'Université d'Antananarivo en Octobre 1993 d'un Colloque sur le thème « Les Merina et le développement de la région où ils se trouvent » constitue un événement marquant. Le journal catholique Lakroa, à travers la Chronique hebdomadaire de Rasediniarivo note la nouveauté et l'importance du phénomène : « C'est la première fois, à notre connaissance, qu'à l'échelle nationale, dans la capitale même des Merina s'affichent et s'affirment en tant que Merina, solennellement face aux 17 autres Ethnies de Madagascar.

Cette démarche a été acceptée avec joie, avec soulagement même, par tous les Merina que nous avons rencontrés, dans les milieux les plus divers, dans des couches sociales les plus éloignées les unes des autres...

..Parmi les résolutions adoptées lors de ce Séminaire du 21 au 23 Octobre dernier, trois éléments méritent une attention spéciale. Il s'agit de l'insistance :

1. sur le rôle des Merina dans le développement des *faritra* (régions) où ils se trouvent.
2. sur l'union à renforcer entre Merina d'abord, ensuite avec les autres compatriotes,
3. sur l'identité nationale et l'identité malagasy... »

...Aujourd'hui les Merina en ont marre(sic) de subir la loi du plus grand nombre (les autres Ethnies ensemble contre la seule ethnie merina) : ils veulent qu'on instaure chez nous, pour le développement réel de notre pays, la loi de la technicité et de la compétence. Cela pour que notre pays si riche en élites intellectuelles ne soit pas empêché dans sa marche vers le développement réel par cette sorte d'ostracisme dont les Merina font l'objet jusqu'ici... »

³ D'autres associations existent, telle celle à Mahajanga des *Zafin'larivo*, avec celle des Terak'Imerina il s'agit en fait d'une fédération des associations.

de redécouverte de soi qui tente de se développer au-delà des clivages politiques.

3- Griefs réciproques, l'enjeu du pouvoir

L'entretien d'un volet de conflits ethnicisés a en fait pour enjeu le pouvoir sur le pays, la distribution des rentes étatiques, la disposition de populations dociles comme force pour la conquête et le maintien au pouvoir : mais en fait le « capital » des positionnements tribaux a lui-même ses limites : les oppositions existent mais aussi l'unité ; les clivages de partis peuvent l'emporter sur les appartenances.

Conquêtes et humiliations

Pour une grande partie des non Merina, les Merina demeurent le peuple qui opprime les autres peuples au cours de son œuvre d'unification, de conquête, d'administration, de la plus grande partie du pays et un sentiment d'orgueil et de supériorité lui est resté de cette époque. Beaucoup a été dit et écrit à ce sujet, continue à l'être. La perception, le vécu de l'histoire, sont évidemment différents selon les régions, mais rien n'a été fait pour expliquer les différences de point de vue. La réprobation, la dénonciation de « l'impérialisme merina » constitue toujours l'un des fers de lance principaux des héritiers de la vision coloniale de l'histoire chez les politiciens comme dans les écoles. A une vision raisonnée et surtout distanciée de l'histoire perdue une construction idéologique d'où sont effacés les acquis historiques précoloniaux, les intérêts des classes au pouvoir, la transformation de l'état merina en une institution bureaucratique et militaire de grande échelle (M. Bloch, 1986), le caractère général de la forte pression exercée sur les populations aussi bien Merina que non Merina, le poids et le jeu des contraintes internationales, la cruauté des répressions de mouvements rebelles de tous horizons à l'autorité d'Antananarivo. L'on peut lire en tout ceci une auto-dévalorisation de soi spécifique aux pays mal décolonisés.

Les Merina, privilégiés de la colonisation

Il est beaucoup reproché aux Merina : d'avoir bénéficié de l'enseignement et de la formation sous la colonisation ; d'avoir continué ainsi à dominer les autres groupes, grâce aux fonctions qu'ils exerçaient dans l'administration², fût-ce au niveau subalterne, aux activités commerciales menées dans tout le pays, grâce à leurs fonctions de responsabilité dans les églises, grâce aussi, pour certains, aux alliances contractées avec les pouvoirs coloniaux. L'absence de connaissances sur la structure de classes à l'époque de la colonisation a permis qu'ait la vie dure le mythe de Merina dominateurs ; la collaboration, elle, a été le fait de certaines catégories de Malgaches, Merina comme non Merina. La colonisation en besoin d'agents les a recrutés principalement là où ils se trouvaient, parmi les instruits, Merina comme non Merina.

¹ Cet hebdomadaire s'attache à éclairer l'actualité politique par un recours à l'histoire longue.

² L'historien J.R.Randriamaro affirme que pour le PADESM (Parti des Dëshérités de Madagascar), ce parti créé en 1946 par les colonisateurs pour contrebalancer l'influence du MDRM (Mouvement de Rénovation de Madagascar) les Merina étaient « les véritables privilégiés » du système colonial et comptaient le plus d'employés dans l'administration. Le problème est posé en termes d'ethnies « privilégiées » ou non par le conquérant, révélant que pour le PADESM la colonisation est une bénédiction. J. R. Randriamaro illustre l'étendue de ces « privilèges » à la veille de la Deuxième guerre mondiale : « En 1939, dans l'administration générale indigène (gouverneurs, sous-gouverneurs, secrétaires, chefs de canton...), sur un effectif total de 1.076 fonctionnaires, on compte 771 originaires des hauts-plateaux, soit 7 agents sur 10. Les Merina sont moins nombreux, tout en restant largement majoritaires, dans l'enseignement où se sont concentrés les efforts de recrutement régional et de décentralisation : sur les 1.238 instituteurs que compte l'administration figurent 634 Merina, soit un Merina sur deux instituteurs. Mais la prépondérance merina augmente à mesure que l'on monte dans les échelons. Aussi retrouve-t-on deux Merina pour trois professeurs-assistants parmi les 72 existants. »

En 1946, « l'avance des Merina demeure entière puisque, sur un total de 9.140 fonctionnaires malgaches, on compte 6.043 Merina, ce qui représente toujours une moyenne de deux Merina sur trois fonctionnaires. A titre d'exemples, parmi les écrivains-interprètes, on dénombre 293 Merina sur un total de 439 (66,5%), chez les comptables 118 sur 179 (65%), chez les gouverneurs et sous-gouverneurs 391 sur 654 (59,7%), dans le personnel de l'assistance médicale indigène 1036 sur 1567 (66,6%) et dans celui des contributions indirectes 36 sur 38, soit 94,74%.(J.R.Randriamaro, 1997, p 320)

Des Merina omniprésents

Les Merina se seraient installés partout¹, et exploiteraient les locaux là où ils s'installent. Il semble plutôt que, peuples de migrants, dynamiques et de tradition expansionniste, ils s'affirment partout comme extrêmement entreprenants ; ouverts depuis longtemps à la production marchande et à l'économie monétaire ils se distinguent immédiatement par leurs activités et les résultats de celles-ci des populations de leurs pays d'accueil. L'ignorance des coutumes locales, l'orgueil, les différences de comportements peuvent cependant rendre difficile l'assimilation de certains.

Les technocrates Merina adversaires de la décentralisation et du développement des provinces

Un autre grief, développé contre les Merina est qu'ils auraient été responsables de l'échec de la 2^{ème} République : la présence d'une mafia de techniciens Merina autour du Président Ratsiraka aurait empêché la mise en oeuvre de la politique de décentralisation, le développement des provinces. Ces cadres ont effectivement empêché les féodalités locales de gérer les territoires décentralisés à leur manière, mais ils ont été eux-mêmes remplacés au fur et à mesure de la formation de cadres non Merina du parti d'Etat.

Le choix du Président Ratsiraka : un « Côtier » déterminé

Pour certains « Côtiers », le président Ratsiraka serait le « Côtier » instruit, intelligent, tacticien et dénué de scrupules capable de tenir tête aux Merina qu'il sait diviser et manipuler intelligemment, capable de partager les richesses du pays avec ceux qui font route avec lui, ayant réussi à créer une véritable bourgeoisie « côtière », à travers le développement du secteur étatique, le jeu des bourses locales et extérieures, les postes créés pour soutenir la Révolution, les distributions de prébendes permettant le départ d'une accumulation. L'obsession ethnocentriste qui transparaît dans chacune de ses analyses sert d'élément mobilisateur contre un ennemi fictif.

Le blocage des postes

Alors que les Merina déplorent l'inexistence d'un esprit de solidarité entre eux qui puisse protéger les uns et les autres contre les passe-droits des non-Merina et que le népotisme aussi bien parental qu'ethnique et politique l'emportent sur le mérite et les qualifications, certains non Merina occupant des fonctions de direction estiment que les Merina constituent un bloc empêchant aux autres toute promotion.

Les « Côtiers » responsables du ralentissement du développement

Selon la vision de certains Merina, les Merina ont dû épouser le rythme des autres populations, et en ont été ralentis dans leur propre développement ; la prise en main progressive de l'appareil d'Etat par des cadres « Côtiers » sans tradition étatique et choisis surtout pour leur représentativité ethnique aurait été néfaste à l'ensemble du pays. Pour certains extrémistes, la province d'Antananarivo, qui fournirait à l'Etat 87% de l'ensemble des impôts du pays, prend en fait en charge l'ensemble du pays. Aujourd'hui les Merina constatent que la haute administration est devenue « côtière », sauf peut-être encore aux niveaux purement techniques, mais les chiffres ne sont pas disponibles.

Une question raciale ?

L'opposition gens des Hautes Terres/populations « côtières » est présentée de façon fort peu scientifique comme celle des descendants des originaires du Sud-Est asiatique et des originaires de

¹ Ainsi, en 1948 16,38% des Merina soit 150.659 résidaient en dehors de la province d'Antananarivo, ce qui les fait disposer d'un « quasi-réseau national »¹ (J.R.Randriamaro, id)

l'Afrique, la dimension somatique est présente dans les conflits, la moindre différence physique étant relevée, soulignée.. Mais il faut souligner que la représentation, l'appréciation de ces différences s'est transformée au long des siècles vers une dépréciation des Noirs. Les choses ne sont pas simples. Les « Côtiers » aux cheveux drus et crépus traitent avec dégoût les Merina aux cheveux lisses (ce ne sont pas tous les Merina en fait qui ont les cheveux lisses) de *malama*, de glissants, c'est-à-dire de gens sans foi, qui n'hésitent pas à changer de parole et de position. Mais les coiffeurs ne désespèrent pas à repasser et à lisser les chevelures, des femmes et même de certains hommes. L'intériorisation du dégoût pour les crépus, valeur occidentale et valeur merina contemporaine à la fois¹, rejoint le dégoût de soi. Les Merina, dont les familles comptent pourtant parfois des enfants de teintes mélangées et aux cheveux ondulés, voire crépus, éprouvent une certaine répugnance physique vis-à-vis de certaines caractéristiques physiques des « Mainty » (Noirs) : forte odeur, traits du visage ou du corps, etc.... Dans les lieux de danse publics les affrontements entre jeunes d'appartenance différentes reposent souvent sur l'accès aux jeunes filles qui font l'objet de tentatives de séduction-agression, celles où le jeune homme entame sa cour sur le mode de la violence car il s'attend à ce qu'elle ne soit pas acceptée. Pour nous le refus de l'alliance constitue l'un des fondements de la facilité avec laquelle les populations endossent les grilles de lecture et de comportement de type tribaliste, internalisent et l'histoire coloniale et les encouragements des politiciens à la division.

4 - Une situation de développement inégal mal résolue, le blocage de l'unité

L'opposition gens des Hautes Terres/populations « côtières » , soigneusement entretenue par la colonisation et adoptée par ceux qui ont intériorisé les schémas mentaux coloniaux, recouvre en fait une situation de développement inégal entre les deux ensembles de population opposés pour les besoins de la cause tribaliste. Il faut souligner que le climat de division ethnique, la polarisation et l'entretien de la division chez certains a eu comme effet l'impossibilité d'apprécier objectivement les atouts et les faiblesses de chacun des peuples malgaches et de faire face aux véritables problèmes : la question ethnique, en empêchant que soient abordés les vrais problèmes (santé, développement économique, démocratie, culture) a été véritablement, dans cette mesure, un obstacle au développement de l'ensemble du pays.

La force des Merina

La force des Merina, qui leur permit de réaliser le rassemblement de la plus grande partie du pays au sein du Royaume de Madagascar, s'inscrit en fait dans toute l'histoire de celui-ci. L'unification du royaume entreprise auparavant par plusieurs principautés en pays Sakalava² fut réalisée par les Merina aussi bien grâce à la situation géopolitique de la province de départ (isolement des réseaux de traite arabes et européens qui permit pendant des siècles la mise en valeur, l'organisation du territoire et la production de surplus), les qualités de travail d'une population d'agro-éleveurs, d'artisans, de commerçants, de poètes et de musiciens, les constructions politico-idéologiques de type unitaire sacralisant les souverains et en faisant des parties prenantes de la cosmogonie, la personnalité de certains rois qui eurent à cœur d'organiser leur pays (grands travaux d'irrigation, organisation des marchés,etc...) et de l'ouvrir à l'extérieur selon leurs propres termes³.

¹ Dans l'ancien pays merina les chevelures crépues étaient valorisées (cf.J.P.Domenichini) une des premières reines s'appelaient Rangita, celle dont les cheveux sont crépus.

L'obsession pigmentaire, raciale serait devenue une constante à partir de la colonisation, les catégories raciales françaises étant internalisées et se mêlant aux couleurs sociales des sociétés malgaches où les Fotsy, les Blancs, étaient opposés aux Mainty, les Noirs, une des catégories de classement de la population dont le contenu n'était pas exclusivement somatique mais aussi symbolique. Raymond Kent¹ écrit à ce propos : « ...il est évident que comme critère d'origine la question de la pigmentation de la peau qui apparaît beaucoup dans les hypothèses n'est pas opérationnelle. Il n'y a pas de doute que cette préoccupation pigmentaire des Européens a empoisonné les relations entre Malgaches dès le début du XIX^e siècle distinguant les Merina à peau plus claire des autres Malgaches à peau plus sombre en dehors de différences purement économiques et politiques » Kent (R) (1970) , p 20, note 56.

² Cf J-P.Domenichini (1988) : « Dès le XVII^e siècle, la dynastie des Maroseranana de l'Ouest avait tenté de réaliser l'unification par la création des royaumes sakalava qui occupèrent toute la partie occidentale de Madagascar. L'insuffisance des hommes nécessaires pour contrôler ce vaste territoire et les tentatives du commerce de traite à la recherche d'une main d'œuvre servile expliquent sans doute en partie l'échec final de la confédération sakalava. »

³ M. Bloch (1986, p 14) identifie les autres facteurs qui sont à l'origine d'un Etat merina de grande envergure dès le roi Andrianampoinimerina, en dehors du commerce des esclaves : réformes agricoles, commerciales, organisation d'institutions

A partir de la conquête française, les différentes parties constitutives du royaume vont vivre, chacune de leur côté, dans la soumission, sans initiatives collectives possibles.

Le privilège des Merina a été, dès la période monarchique, d'avoir mis sur pied un système éducatif endogène : fixation et développement, à partir de la traduction de la Bible, du parler merina¹ qui devient langue officielle du royaume de Madagascar, mise sur pied d'un enseignement en malgache qui appuie le pouvoir dans l'administration du royaume, ouverture contrôlée à l'Occident, à ses savoirs et à ses techniques, développement de la langue littéraire et scientifique. L'importance tenue par le système scolaire² dans la culture et les valeurs des Merina explique que pour ceux-ci le mérite et la compétence doivent, malgré tout, primer sur l'origine.

La colonisation, ayant besoin de cadres moyens en recruta là où elle en trouva, parmi les Merina qui constituèrent la grande majorité des fonctionnaires dorénavant dispersés sur toute l'étendue du territoire³; plus que les troupes royales, les employés de la colonisation réalisèrent l'occupation du pays, participant à l'administration du pays en position subalterne et dépendante.

Il semble que, sauf peut-être exceptions rares, il y ait eu depuis l'indépendance retrouvée de 1960, plus ou moins accord entre tous les dirigeants sur le fait de donner la priorité aux régions les plus défavorisées. Mener une action volontariste pour développer en priorité celles-ci aurait été compris par tous ; ce qui ne l'a pas été c'est que, au nom d'un déséquilibre des provinces, le pouvoir de décider, la responsabilité de trouver des solutions aux problèmes, soit donnée à des gens incompetents sous le seul prétexte qu'ils venaient de régions pauvres et analphabètes. En d'autres termes, ce qui fut contesté par les Merina ce n'est pas que les régions défavorisées soient développées en priorité mais que le pouvoir de gérer le pays repose sur des critères ethniques. Côté « Côtiers » confier un poste, - fût-il de haute responsabilité - à un originaire de région pauvre, semblait signifier déjà avancer dans la résolution du problème : tout « Côtier » pourvu d'une haute fonction signifie déjà un enrichissement, un développement, de sa région, le pouvoir potentiel d'avancer dans la mesure où, dans une logique ethniciste, seuls les originaires d'une région peuvent vouloir son développement.

Une autre des dimensions les plus prononcées de l'identité merina serait son appropriation, son internalisation du christianisme. L'histoire de celui-ci, à Madagascar est connue (F.Raison, 1991). La persécution des adeptes du christianisme par Ranavalona 1^{ère} reposait sur le côté absolument profanateur, destructeur, d'une religion d'étrangers qui impliquait la répudiation des coutumes ancestrales, la désacralisation du pouvoir dans un pays où le politique et le religieux ne se dissocient pas. Paradoxalement les persécutions élevèrent plus tard le christianisme au rang de religion ancestrale : être descendant de martyrs constitue une identité valorisée, à partir du moment surtout où la reine Ranavalona II elle-même fit du christianisme une religion d'Etat qui ne se dissociait pas des institutions étatiques sur l'étendue du pays pacifié. Dans toutes les régions du pays le christianisme, qu'il s'agisse de catholiques, de luthériens ou de protestants calvinistes –pour ne parler que des églises les mieux ancrées dans le pays- est devenue une religion traditionnelle., n'a pas fait disparaître la religion ancestrale mais s'y est adapté

Il semble que les manipulations de type ethnicistes tentent également d'opposer la partie islamisée de la population aux chrétiens.

gouvernementales et militaires, cours de justice, taxations et corvées, réformes d'autant plus efficaces qu'elles s'appuyaient sur les institutions traditionnelles existantes.³

¹ Le roi Radama 1 opta pour la transcription en caractères latin du malgache écrit auparavant en caractères arabes.

² La fixation de l'écriture date de 11111, les premières écoles de 6666, l'exemple venant des souverains

³ Cf J. R. Randriamaro (1997), p 72 : « A leur arrivée, les Français voulaient se débarrasser de ces élites. Mais placés devant les problèmes d'ordre budgétaire, ils furent contraints de faire appel massivement à la collaboration des cadres de l'ancienne administration merina. La politique des « races » qui devait anéantir l'hégémonie merina fut abandonnée par Gallieni dès 1902 et l'expansion des fonctionnaires merina sur les côtes sera encore plus importante que sous la période royale. Gallieni parvint même à justifier politiquement son alliance avec les Merina, y trouvant une mesure indispensable pour assurer la stabilité de l'établissement de la France à Madagascar : « le groupe *hova* était en pleine évolution et en le tenant à l'écart de notre administration on ne peut espérer faire disparaître l'hostilité ancienne. » (Fénard, G, 1939, p 91).

Lorsque ses successeurs décident de créer une nouvelle élite dans les écoles françaises, ils vont s'appuyer encore une fois sur les Merina et leur « intelligence » et leur « soif d'apprendre ». Pour Augagneur, le successeur direct de Gallieni, le « personnel indigène des Hauts Plateaux est suffisamment instruit mais d'un niveau moral peu élevé, par contre, en dehors des Hauts Plateaux le personnel malgache est en général inférieur à sa tâche ; à peu près illettré, il a de plus les mêmes défauts que le personnel de l'Imerina et du Betsileo ».

Deux lectures de la société et de l'histoire

L'on peut, dans les études sur Madagascar, distinguer grossièrement deux grands courants, deux visions de l'histoire et de la société ; de façon générale, la problématique rassembleuse des auteurs malagasy décolonisés¹, celle qui cherche le lieu où les ententes ou bien se créent ou sont susceptibles de le faire, s'oppose de façon flagrante à l'obsession de la contradiction et de la division des auteurs français. Faut-il y voir les avatars d'un nationalisme inquiet d'une part et d'un esprit du colonialisme demeuré fortement ancré d'autre part, ou encore deux tournures d'esprit, l'une tournée vers la recherche des plates-formes de rencontre, l'autre vers la confrontation, s'agit-il d'une question de culture ? L'on peut se le demander en toute honnêteté.

Deux mouvements dans l'histoire, celui du PADESM et celui incarné par le parti MDRM incarnent et traduisent deux visions qui se rencontrent tout au long de l'histoire qui suivit la fin du royaume de Madagascar : d'un côté, celle de ce que l'on peut appeler l'héritage et l'esprit PADESM, à savoir la négation de la nation malgache aussi bien par les colonisateurs que par leurs partisans et leurs continuateurs ; de l'autre, du côté du MDRM une représentation de la nation malgache en quête perpétuelle d'unité et de force.

Les deux visions ont une conception différente de l'histoire malgache : alors que les partisans du MDRM, et les Merina de façon générale, parlent d'extension des frontières du royaume dans une vision unificatrice, certains voient dans ce processus une œuvre de colonisation interne même s'il s'agit de terres non occupées, de no man's land ou d'espaces faisant partie des zones d'expansion des uns et des autres pouvoirs malgaches²

Les mots ont leur force. Ce qui est, sous d'autres latitudes, perçu comme un processus d'unification est volontairement construit comme occupation de terres étrangères (Il ne semble pas que dans le processus d'unification, guerrière ou pacifique, les groupes malgaches se soient disputé des terres mais les hommes, alors que la territorialisation et la fixation des groupes accompagne de processus de domination étatique). Dans la tradition de rivalités ethnicistes, il n'est pas fait une analyse de la nature des pouvoirs autrefois en conflit, de leurs contraintes, stratégies, difficultés, alliances, pas d'analyse de classes ni de contextualisation des sources. L'histoire et aussi l'anthropologie de Madagascar étant étudiées « ethnique » par « ethnique », en dehors des contraintes que faisait peser le contexte général qui les contenait et dans la méconnaissance des rapports qui les unissaient, la méthodologie adoptée aboutit à un tableau conflictuel. Dans le cas de la subordination aux Merina, le passé ne reçoit qu'une qualification « ethnique ». Il est omis de dire que la situation des populations dans les régions merina était similaire sinon plus grave que celle des populations soumises. Ce type d'approche est significatif de la méthodologie prétendument scientifique des chercheurs d'idéologie coloniale.

La culture de la division choisit par ailleurs d'ignorer les facteurs d'entente, d'unité : appartenances d'identités multiples, métissage qui fait appartenir à plusieurs ethnies à la fois, inadéquation entre identité et territoire dans le cas des migrants. Toute de passion, cette culture ignore également la représentativité démocratique : les leaders ethnicistes « Côtiers » finissent ainsi par se persuader qu'ils constituent la majorité de la population, 17 tribus sur 18...

Nous vivons et surtout depuis la 2^{ème} République dans un climat de division ethnique récurrent : les prétextes les plus futiles où apparaissent des personnes d'origines différentes mettent en exergue, en valeur, les systèmes d'oppositions, une logique conflictuelle. Cet esprit de division repose dans une grande mesure sur une ignorance de l'histoire, une fausse mémoire qui n'a retenu que ce qui divise ; ce qui apparaît le plus c'est l'ignorance du contenu qu'avait autrefois les pseudo-ethnies d'aujourd'hui, l'ignorance des relations réelles entretenues entre entités politiques.

Nous héritons aujourd'hui non d'antagonismes superficiels et épisodiques mais d'un système cohérent élaboré par les politiques de la colonisation sur la base des recherches effectuées qui se sont directement nourries des pratiques orientées qu'elles traduisent et orientent à la fois. . Nous renvoyons

¹ Les travaux de l'historien G.Ratsivalaka¹ (1995) sur le 18^{ème} siècle malgache illustrent la volonté, de plus en plus répandue, de retour sur soi pour une recherche des faits non instrumentalisée et partant, malgache.

pour ce sujet à deux études. La première, réalisée par A. Bouillon (1982) pose et démontre la fonctionnalité des études pour le système colonial aux différentes étapes de son existence et expose leurs liens avec les courants pseudo-scientifiques anthropologiques ; la seconde, de S. Panoux (1987), dissèque la construction opérée par les Grandidier sur les populations de Madagascar, œuvre immense qui aboutit à l'élaboration du damier ethnique et à laquelle tous les chercheurs « malgachisants » se réfèrent encore aujourd'hui comme à une bible et dans laquelle se retrouvent les Malgaches. Les colonisateurs ne sont plus là, les colonisés ne sont plus là non plus mais tout est fait pour que les perceptions et représentations ne changent pas.

Modes de gouvernement

Le recrutement des hauts responsables de l'Etat obéit plus, nous l'avons vu, à l'origine (et à l'inféodation) qu'à la compétence, ce qui exerce un effet dissuasif en matière scolaire, la méritocratie ne trouvant plus de place. Le tribalisme, la manipulation de la pseudo question ethnique font partie constitutive du système de gouvernement. Les discours politiques, les déclarations des associations ethniques aux micros des radios aussi bien locales que nationales se conforment à un objectif précis : se concilier les natifs, les rendre complices des malversations, afin d'être élus, sur la base de l'appel à la dissension. Le moindre évènement anodin est transformé en un prétendu conflit ethnique : ce type de manoeuvre fait partie de la panoplie de recours des membres du parti dirigeant lorsqu'il s'agit pour eux de réfuter un individu ou une idée qui ne leur sont pas acquis : un incident est provoqué qui, par les risques de dérives « ethniques » qu'il entraînerait risquerait de faire peur, car la population, pacifiste, réprouve en fait et craint les conflits fratricides car ils sont difficilement contrôlables, terriblement passionnels. Il s'agit également de jouer sur les dissensions internes : aujourd'hui, comme hier les colonisateurs, les politiciens, tentent d'affaiblir les groupes en suscitant en leur sein des mouvements de contestation¹

En guise de conclusion

Nous avons à Madagascar, avec ce que l'on appelle les ethnies, des unités imaginaires, des loyautés plus ou moins oubliées, que l'on peut rattacher aux formes d'organisation précoloniales mais qui en diffèrent totalement. L'existence de ces loyautés, de par les manipulations politiques dont elles font l'objet, participe de la fragilité de l'ensemble national : menaces quasi-permanentes de luttes inter-ethniques, de balkanisation du pays ; regroupements des entités qui se sentent menacées. Mais, plus fort que les menaces, le sentiment d'unité, la peur en fait du fratricide, de la lutte entre Malgaches, trait qui n'a pas encore fait l'objet de recherches, explique que les tentatives de monter les communautés les unes contre les autres ont rencontré le refus des populations.

Il apparaît également que le maniement de ce type d'oppositions, qui contrecarre l'exercice effectif du processus de démocratisation réclamé par la population, constitue un obstacle de poids au développement, ceci parce que :

- l'origine peut primer sur le mérite individuel,
- la jouissance des divers droits des humains est limitée par les opportunités réelles,
- la conscience nationale, la mobilisation pour le mieux-être, émergent difficilement des facteurs de division entretenus.
- Le politique perd sa vocation de mise en œuvre d'une construction collective pour ne jouer que sur la division et la destruction.

Les solutions se situent dans les domaines éducatifs et culturels qui doivent accompagner les nécessaires décisions et actions politiques. Le pays doit effectuer un effort gigantesque de recherche et de réflexion, d'enseignement, d'information sur l'histoire et la culture nationale afin de développer une mémoire fédérative qui puisse garantir un avenir dans la solidarité. Les spécificités régionales doivent être appréciées pour ce qu'elles sont, une richesse ; la culture unitaire est à découvrir à travers un travail de recherche de type comparatif. Devant la menace de balkanisation actuelle, il est plus que jamais en effet urgent de raffermir le nous commun, l'édifier sur des bases acceptées et le rapport à soi, le rapport à l'étranger, l'identité, constituent autant de jalons dans cette direction. Que l'affirmation

¹ La manipulation par le pouvoir des descendants d'esclaves est à ce titre exemplaire, voir notre étude sur ce sujet (Janine Ramamonjisoa 1985)

de la solidarité nationale ne se contente pas d'actes symboliques comme la participation à des fêtes collectives ici et là, de discours conventionnels, fussent-ils fleuris de beaux proverbes. Il ne peut y avoir de sens national que traduit en actes concrets qui traduisent l'intégration des diverses composantes de la communautés dans les préoccupations collectives.

Une tâche immense attend les chercheurs, historiens et anthropologues principalement dans le décryptage comparatif des différentes composantes culturelles, avec comme objectif la passage de la culture nationale du niveau du vécu à celui de la conscience. La question des rapports de la culture malgache avec les diverses cultures qui la constituent et qui l'ont enrichie a été jusqu'à présent posée en termes raciaux-politiques sans jamais avoir donné lieu à des programmes de recherche cohérents, qu'il s'agisse de la linguistique, de l'anthropologie, de la technologie, de l'histoire... En dépit de plusieurs siècles de développement l'existence même d'une culture malgache qui s'est forgée de façon autonome n'est pas admise semble-t-il de façon ouverte, et ceci en dépit du caractère flagrant de son existence et de sa spécificité. Des personnalités, des organismes n'ont jamais cessé de réclamer l'élaboration et la mise en oeuvre de ces programmes d'importance vitale pour toutes les dimensions de la vie nationale et il est temps qu'un effort national s'y consacre.

Bibliographie

- Bloch (M) (1986) *From blessings to violence. History and ideology in the circumcision ritual of the Merina of Madagascar.* Cambridge Studies in Social Anthropology. Cambridge University Press.
- Boiteau (P) (1982) *Contribution à l'histoire de la nation malgache .* Paris/Antananarivo. Editions sociales/Ministère de la Culture et de l'Art Révolutionnaire de la République Démocratique de Madagascar
- Bouillon (A) (1981) *Madagascar, le colonisé et son âme. Essai sur le discours psychologique colonial.* Paris, L'Harmattan
- Deschamps (H) (1947) *Madagascar.* Paris. Berger Levrault
(1960) *Histoire de Madagascar,* Paris, Berger-Levrault
- Domenichini (J.P) (1981) « La plus belle énigme du monde ou l'historiographie coloniale en question » in *Omaly sy Anio* ,13-14
(1988) *L'histoire de Madagascar aujourd'hui.* Ronéotypé
(1989) « Tribu, ethnie et nation à Madagascar : peut-on corriger les dénominations ? » pp.15-31 in Chrétien (J.-P) et Prunier (G.) edit. : *Les ethnies ont une histoire,* Paris, Karthala
- Esoavelomandroso (F) (1977) « Politique des races » et enseignement colonial (jusqu'en 1940) » in *Omaly sy Anio* , 5-6
- Grandidier (A) et (G) (1908) *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. Volume IV : Ethnographie, tome 1, 1ère partie: Origine et division des indigènes,* Paris.
(1914) *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. Volume IV: Ethnographie, tome 2 : Les habitants de Madagascar. Leur aspect physique. Leurs caractères intellectuels et moraux. La vie sociale à Madagascar: la famille malgache,* Paris.
(1917) *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. Volume IV : Ethnographie, tome 3-1 : Les habitants. La famille malgache (fin). Rapports sociaux de Malgaches Vie matérielle. Croyances et vie religieuse,* Paris.
(1924): *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. Volume IV : Ethnographie, tome 3-2:*

- Agriculture. Forêt. Elevage. Industrie et commerce. Travaux publics et moyens de transport. Education. Médecine, Paris.*
- Isnard (H) (1962) « Disparités régionales et unité à Madagascar », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, n°32, pp.25-42.
- Kent (R.R) (1970) *Early kingdoms in Madagascar, 1500-1700* New York. Holt, Reinhart and Winston.
- Mosca (L) (1986) « The Ethnic Element and the National Integration in the Malagasy Republic », paper presented at *the 29th Annual meeting of the African Studies Association*, Los Angeles.
- Panoux (S) (1987) « Essai d'approche du discours colonial, la notion de « barbarie » et ses nuances dans A et G. Grandidier ». In *Colloque International d'Histoire*, Antsiranana.
- Raison-Jourde (F) (1991) *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^{ème} siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'Etat, (1780-1880)*, Karthala, Paris
- Rakotoarisoa (J-A) (1999) « Madagascar au XXI^{ème} siècle. Comment le Malgache peut-il s'adapter au monde de demain ». Interview, *L'Express de Madagascar*, 23 janvier 1999.
- Rakotomalala (M), Blanchy (S) et Raison-Jourde (F) (2001) : *Madagascar : les Ancêtres au Quotidien. Usages sociaux du religieux sur les Hautes Terres Malgaches*.L'Harmattan.
- Rakotondrabe(D.T) (1993) « Essai sur les non-dits du discours fédéraliste », in *Politique Africaine*, N° 52, Paris.
- Ramamonjisoa (J) (1997) *Pouvoirs et Production.L'expérience exemplaire de la Société d'Aménagement du Bas-Mangoky (Samangoky)*. Thèse de Doctorat en Sociologie. Université de Bretagne Occidentale.
- (1988): *Spécificités sociales et culturelles face au développement*. Antananarivo, Unité de Population/Plan/BIT. Document N°17.
- (1984) « Blancs et Noirs, les dimensions de l'inégalité sociale. Documents socio-linguistiques » *Cahiers des Sciences Sociales*, N°1, Département de Sociologie, EESDEGS
- Ramiandrasoa (F) et Ratsivalaka (G.R) (1989) « De l'usage du concept « Ethnie » dans l'historiographie de Madagascar : l'exemple des Bezanozano au XVIII^{ème} siècle. » *Revue Taloha*, N° 13
- Randriamaro (J.R) (1997) *PADESM et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD* Karthala, Paris.
- Ratoandro (G) (1999) « Madagascar au XXI^{ème} siècle » . in *L'Express de Madagascar*, 9 Janvier » :
- Ratsivalaka (G.R) (1995) *Madagascar dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien (circa 1500-1824).Pour une relecture de l'histoire de Madagascar*. Thèse d'Etat en Histoire Université de Nice/Sophia Antipolis
- (1999) *Les Malgaches et l'abolition de la traite européenne des esclaves (1910-1817). Histoire de la formation du royaume de Madagascar*. Editions Hery Arivo.Antananarivo
- Roubaud (F) (1997) *Ethnies et Castes dans l'agglomération*

- d'Antananarivo : facteurs de division ou richesse culturelle.*
Madagascar Dial-Instat-Orstom, version provisoire, septembre 1997.
- 2000 *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?* Editions Tsipika et l'Harmattan
- Schlemmer (B) (1989) " Enjeux identitaires à Madagascar". *In Questions d'identités comparées*, Jolivet Marie-José (ed). ORSTOM-SUD, Paris.
- (1983) « La domination royale au Menabe. Détournement colonial, survivance, décomposition. » in *Les Souverains Madagascar, l'Histoire royale et ses résurgences contemporaines*, sous la direction de F.Raison-Jourde. Karthala. CNRS, Ministère français des Relations extérieures
- Van Gennep (A) (1969) *Les rites de passage*. 1^è édition.1909. Paris. Mouton.
- (1904) *Tabou et Totémisme à Madagascar*, Paris, E. Leroux.

Janine Ramamonjisoa

Docteur en Sociologie

Docteur de 3^è cycle en Anthropologie sociale

Maître de Conférences à la FAC.DEGS

Madagascar : des pseudo-ethnies

Sommaire

Introduction

I-Madagascar, une grande ethnie en cours de consolidation

- 7- Ethnies, peuples
- 8- Sociétés étêtées, sociétés avec dirigeants
- 9- Tradition égalitariste, tradition hiérarchique
- 10- Des peuples dans les mémoires
- 11- La recherche du « Nous »
- 12- Les rapports de quasi-parenté

II- La question Merina/ »Côtiers »

- 4- Appellations
- 5- Violences
- 6- Griefs réciproques, l'enjeu du pouvoir

Conquêtes et humiliations ?

Les Merina, privilégiés de la colonisation ?

Des Merina omniprésents ?

Les technocrates Merina adversaires de la décentralisation et du développement des provinces ?

Le choix du président Ratsiraka : un « Côtier » déterminé ?

Le blocage des postes ?

Les « Côtiers » responsables du ralentissement du développement ?

Une question raciale ?

5- Une situation de développement inégal mal résolue. Le blocage de l'unité

La force des Merina

Deux lectures de la société et de l'histoire

Modes de gouvernement

En guise de conclusion

Madagascar : des pseudo-ethnies

Introduction

Les recherches sur le problème de ce que l'on appelle habituellement ethnies à Madagascar sont quasi inexistantes : le thème en a été, sauf exceptions¹, jusqu'ici occulté. Les réflexions les plus fortes, les plus justes sur les problèmes dits ethniques ont été réalisées par des militants, individus ou groupes, à l'occasion d'analyses politiques en réponse à des défis analytiques du moment., mais n'ont pas fait l'objet de publications. L'on craint en fait de donner plus d'existence encore, en le traitant, à un problème que l'on sait être entretenu, instrumentalisé, que l'on estime être un faux problème, et qui a été longtemps, pour diverses raisons, un sujet tabou. Aujourd'hui, devant les menaces que font peser sur le peuple malgache des politiciens tribalistes, ignorants de l'histoire réelle et des formes de loyauté qui unissent les diverses parties du pays, l'on se résigne à en parler, mais en étant, faute de recherches, mal armés.

Il s'agit principalement ici d'un travail de réflexion sur un thème qui s'est imposé à nous au fur et à mesure de l'irruption de menaces de type tribaliste dans le champ du politique, celui de l'ethnisation du politique, de l'ethnisation des rapports sociaux, et qui se pose dans les termes suivants : comment, ce qu'il est convenu à Madagascar d'appeler les oppositions ethniques – l' « ethnie » n'a pas d'existence institutionnelle mais elle existe dans la définition de soi, des communautés d'appartenance de chacun, dans la mémoire et l'imaginaire- s'est emparé des rapports sociaux jusqu'à donner l'impression de conflits imminents entre diverses entités de la population et principalement entre les Merina et ce que d'aucuns appellent les « Côtiers » ? Comment, par quels mécanismes, ces oppositions soi-disant ethniques sont-elles parvenues à occulter pour certains les oppositions plus réelles entre urbains et ruraux, le gouffre qui sépare les revenus les plus élevés des bas revenus, le fossé culturel entre les occidentalisés et les non occidentalisés et ceci dans toutes les régions du pays ?

Le problème existe, mais il ne se situe pas là où on le croit.

Une chose est l'apparence, qui est usage de grilles de lectures de types antagoniques dans les manifestations de violence, intériorisation de préjugés, instrumentalisation par les politiciens des conflits qui ont pu opposer autrefois les différentes populations de Madagascar et ceci dans l'ignorance et la distorsion de l'histoire pour la conquête de légitimités qui seraient sensées mener au pouvoir, et ce qui nous semble à nous le fondement des oppositions : l'existence ou plutôt la perpétuation de la construction systématique d'une culture de la division qui s'épanouit, semble-t-il, encore, au bout d'un siècle d'existence et qui s'appuie sur les contradictions existantes pour les amplifier ; par ailleurs, la mise en œuvre active de cet héritage en un mode de gouvernement dans toutes ses dimensions politiques, un mode de construction et de gestion du politique soigneusement mis au point et qui apparaît dans sa dernière métamorphose sous la version actuelle des provinces autonomes.

Le politique s'empare d'une histoire travestie. Ce type de situation, l'existence d'une population que l'on désolidarise au nom de spécificités qui, pour être réelles, ne sont pas fondamentales dans le « nous » malgache traduit par une unicité de la langue et des représentations communes du réel et de l'imaginaire, ce type de situation constitue le lit de tous les échecs des pseudo-tentatives de

¹ Voir :

- Isnard (H) (1962) : « Disparités régionales et unité à Madagascar », in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, N°32, pp25-42
- J-P. Domenichini (1989) : « Tribu, ethnie et nation à Madagascar : peut-on corriger les dénominations ? », pp 15-31 in Chrétien (J-P) et Prunier (G) edit. : *Les ethnies ont une histoire*. Paris, Karthala.
- D.T.Rakotondrabe (1993) : « Essai sur les non-dits du discours fédéraliste. » in *Politique Africaine* N°52, Décembre 1993, Paris.
- F.Roubaud (2000) : *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?* Tsipika et l'Harmattan edit. Pour cette étude menée sur la base de questionnaires de type quantitatif, statistique, la question ethnique ne se poserait pas dans la capitale.

développement qui travaillent sur une population fictive, irréaliste, construite.¹

S'il est vrai en revanche que la division n'est pas première mais relève d'un mode de gouvernement, cela signifie qu'un pouvoir qui choisirait de gouverner selon le mode attendu de l'unité de la population tout en sachant gérer les spécificités transformerait du tout au tout le paysage politique et les rapports entre Malgaches.

I-

Madagascar, une grande ethnie en cours de consolidation

Variété des types physiques qui sont le fruit de mélanges, parfois au sein même des mêmes populations², multiplicité des influences extérieures, unité de la langue, unité des coutumes matérielles, même corps de croyances au-delà de la diversité des formes religieuses, parenté des types d'organisation sociale, structuration des groupes et individus autour des ancêtres³, communauté de langue au-delà des divers parlars, l'unité dans la diversité caractérise les populations qui se modelèrent en fonction de leurs propres histoires et de leurs propres environnements.

1- Ethnies, peuples ?

¹ Pour les chercheurs du Nord, l'ethnie est dépassée, on en connaît les rouages et les travestissements, c'est du classique. Pour les chercheurs du Sud il est plus que temps d'aborder le problème, qui est un problème politique, il faut le voir, dans ses manifestations concrètes, décoder ces langages qui sont l'armature de la mise en condition des populations. On ne peut pas laisser les chefs dominer l'idéologique impunément. Madagascar se situe, nous semble-t-il, à la traîne en matière de décolonisation de l'histoire.

² L' historien, « colonial » H.Deschamps écrit (1947, p 43) : « Il n'y a aucune unité raciale à l'intérieur des prétendues « races ». Chez les Merina, les types asiatiques à peau claire et à cheveux lisses sont particulièrement nombreux, mais le type négroïde s'y rencontre abondamment. Les Antandroy, gens de la côte (sic), sont souvent élancés et assez clairs, mais dans l'extrême-sud, près du cap Sainte-Marie, vivent des tribus englobées dans la qualification d'Antandroy, les Karimbola, dont les individus sont petits, trapus, d'allure primitive, néanderthaloïdes par certains traits. Le type malgache le plus courant est bronzé, café au lait foncé ou clair, avec des yeux droits (?), des cheveux frisés. Il paraît constituer le fond du peuple malgache et diffère assez nettement du type africain. »

Les archéologues et les historiens ont établi pour Madagascar un peuplement relativement récent issu d'un métissage entre populations d'origines indonésiennes et bantoues : « Alors qu'il suffit de traverser le canal de Mozambique pour se rendre compte que l'humanité est d'une extrême ancienneté, à Madagascar elle n'existe, au plus tôt que depuis le Vème siècle. C'est dans le Nord du pays, dans la gorge d'Andavakoera, qu'elle a laissé ses premières traces, découvertes au début de cette décennie. Cela fait à peine mille cinq cents ans, c'est-à-dire bien peu comparés aux trois millions et demi d'années, de la dernière découverte sur la côte-est africaine, mais assez pour créer une vie commune. Tout réside en fait dans la manière dont les hommes ont emménagé. Nul ne conteste aujourd'hui le métissage entre « Indonésiens » et « Bantous » qui a généré le Malgache....Le métissage a été profond,... on constate qu'aucun des types humains attestés n'est absent nulle part. Signe de cette convivialité : la langue...Au delà de la langue existe un fond à la fois ample et diffus qui se retrouve un peu partout dans l'île, que nous vivons sans trop en prendre conscience. Il touche à notre conception du temps, de l'espace, de la vie même. »(G.Ratoandro, 1999)

³ Quelle que soit la société, la référence aux ancêtres est la principale source de l'identité. L'individu est avant tout descendant de tel ou tel groupe auquel appartenait ses ancêtres et l'on hérite des qualités sociales de ceux-ci. Celui qui ne peut déclarer ses ancêtres, perdus dans la défaite de l'esclavage, n'a pas en fait d'existence sociale. En quelque sorte descendre de tel ou tel ancêtre s'apparente à une destinée.

La société oblige quasiment à l'acceptation de l'héritage : l'on hérite des positions occupées par les ancêtres des uns et des autres dans le passé ; les positionnements présents s'effectuent dans une grande mesure selon les classes de ces ancêtres et selon l'adhésion aux visions du passé véhiculées par les ascendants, aux représentations qu'ils s'en font. La société ne fait pas de place en fait à ceux qui trahissent leurs appartenances, qui ne les acceptent pas. Sauf en de rares exceptions, les visions du passé de même que la position de classes actuelle, les intérêts présents ou futurs déterminent les positions vis-à-vis des questions dites ethniques.

L'ethnie, rappelons-le, se caractériserait, pour les anthropologues, par une communauté linguistique et culturelle, l'homogénéité du territoire géographique, la conscience de cette homogénéité culturelle, fut-elle imparfaite (l'existence d'une langue commune avec des variantes dialectales). En ce cas, Madagascar, qui ne connaît qu'une langue riche de divers parlers¹, un fonds culturel commun auquel se superposent des caractéristiques régionales (peuples d'agriculteurs, d'éleveurs, de forestiers, de pêcheurs) ne connaîtrait qu'une ethnie, la nation malgache. La persistance dans les esprits et dans le langage de références ethniques (les 18 tribus², « 13 au moins, 20 au plus »), selon la classification coloniale, signifie que le degré d'homogénéité de l'ensemble national n'est pas parfait, que l'on insiste plus sur ce qui distingue les populations que sur ce qui les unit.³

Si l'on part de la réalité historique malgache, l'on voit que les populations qui constituent ce qu'on appelle ethnies sont les descendants des peuples vivant dans différents environnements naturels⁴ et autrefois dotés d'une forme d'organisation politique qu'il s'agisse d'un Etat-empire, d'un Etat-royaume, d'une chefferie, d'une confédérations de chefferies ou de tribus ou de clans dans les différentes parties du pays et ayant plus ou moins conservé aujourd'hui un sentiment de groupe et un mode d'organisation.

Ce qu'il faut souligner, c'est que les pouvoirs malgaches pré-coloniaux et en particulier les dirigeants du Royaume de Madagascar⁵, loin de nier l'existence des spécificités, en avaient fait une des composantes de leurs assises. La notion, lignagère et clanique, d'origine commune, qui unit en même temps qu'elle différencie, était utilisée pour définir, par rapport aux dirigeants, les statuts de chaque groupe qui se voyait doté de fonctions, économiques, politiques, rituelles spécialisées. Le succès d'une unification, d'un rassemblement des hommes, se mesurait à la mise en mouvement, au profit du pouvoir qui émerge, de groupes maintenus dans leurs spécificités mais remodelés par rapport à soi, dans l'inégalité, la hiérarchie.

Ce que l'on appelle aujourd'hui *foko*, ou *karaza*, termes renvoyant à l'organisation sociale et traduits de façon abusive par ethnies ce sont les descendants des peuples des différentes entités politiques⁶

¹ Voir les études de linguistique qui ont d'ores et déjà établi :

« 1- le caractère austronésien de la langue malgache

2- la dispersion dialectale de la langue, en fait des parlers (parlers de l'ouest, parlers de l'est)

3- l'unicité de la langue aussi bien sur le triple plan du lexique, de la morphologie et de la phonétique que sur l'incontournable plan de la syntaxe, qui constitue le fondement même de la grammaire de toute langue naturelle. » (R.Rabenilaina)

² Pour le vocabulaire colonial ethnie et tribu recouvre la même réalité ; nous retenons pour notre part le terme de tribu pour désigner une forme d'organisation politique basée sur des rapports de parenté multifonctionnels, sans rapports de classes

« 13 au moins, 20 au plus », selon H. Deschamps (1947, p 43). Ces « tribus/ethnies » seraient :

- à l'Est : les Betsimisaraka, les Antaimoro, les Antaisaka, les Antanosy, les Antaifasy, les Zafisoro, les Sahavoay, les Sahafatra, les Tanala, les Bezanozano, les Sihanaka.
- au Centre, les Merina, les Betsileo.
- dans l'Ouest, le Nord et le Sud : les Antakarana, les Tsimihety, les Sakalava, les Masikoro, les Vezo, les Makoa, les Bara, les Mahafaly, les Antandroy.

³ Les groupes dits ethniques, comme de nombreuses autres communautés, ont coutume de se définir eux-mêmes et, ce faisant, de se distinguer des autres : ainsi, le trait spécifique aux Antesaka serait leur rapidité dans ce qu'ils entreprennent, l'exigence d'une obligation de résultats, en fait l'application et la réalisation mêlées d'impatience. L'expression (*tsy mahadina-rahà*) tient lieu de quasi-devise. Toujours chez le même groupe l'usage dans la prononciation de chuintantes au lieu des sifflantes ailleurs est perçu comme différenciateur par rapport aux autres populations.

⁴ J.A.Rakotoarisoa écrit (1999) : « ... Le fameux chiffre 18 a été le résultat de cette carte ethnique dressée au début du siècle pour faciliter le travail administratif de la 19^e ethnie (les Français...). Les voyageurs, explorateurs des siècles précédents utilisaient plutôt le concept de pays au lieu d'ethnies pour désigner les régions qu'ils traversaient. Actuellement il est frappant d'observer que beaucoup de dénominations ethniques se réfèrent plus à un environnement naturel d'origine qu'à une population ... »

⁵ Le royaume dirigé par Radama Ier, dont la province centrale était l'Imerina, pays des Merina ; le royaume reçoit la reconnaissance officielle du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande avec la conclusion du traité malgacho-britannique du 23 Octobre 1817. Lire à ce propos G. Ratsivalaka (1999).

⁶ Les ethnies dénombrées par les colonisateurs désignent des entités disparates, l'on parle par exemple d'ethnie sakalava,

qui formèrent autrefois l'organisation politique du pays dans les différentes parties de son territoire.

2- Sociétés étêtées, sociétés avec dirigeants

L'on pourrait en fait distinguer parmi la population de Madagascar deux catégories de peuples sans que, dans l'état actuel des recherches, les implications de cette distinction aient été explorées.

Dans la première, le plus souvent de par le système d'administration indirecte imposé (parce que jugé plus efficace dans certaines régions) durant la colonisation ou de par l'éloignement des centres du pouvoir, les chefs traditionnels ont gardé leurs pouvoirs, la population aujourd'hui est à la fois citoyenne de la République et sujette ou dépendante de chefs, de leaders lignagers ou claniques aux pouvoirs de régulation sociale, parfois de production (répartition des terres, gestion du surplus,), religieux car ils représentent les ancêtres de l'au-delà sur terre, gardiens des traditions ; le pouvoir peut se situer à deux niveaux, au niveau des groupes de parenté (lignages et clans), et au niveau de l'ancienne confédération de tribus, de l'ancienne chefferie ou du royaume, et il n'est pas indifférent aux pouvoirs institutionnels modernes qui tentent d'une façon ou d'une autre de se le concilier (B.Schlemmer, 1983). Dans ce type de société la cohésion est demeurée forte, le sentiment d'appartenance et de loyauté rend les membres solidaires les uns des autres, la réussite de l'un d'entre eux est une gloire pour tous mais les hiérarchies restent fortes, les rivalités aussi sont tenaces entre groupes segmentaires en compétition.

Dans la deuxième catégorie de sociétés, l'« ethnie » est une mémoire sans chef ; sur le groupe familial, tant qu'il subsiste, repose la fidélité aux manières d'être, de faire, de ressentir, de penser. Les hiérarchies anciennes coexistent avec les oppositions de classes. L'occidentalisation s'est installée sous ses différentes formes dans ce type de société, du christianisme à la scolarisation, des modes de consommation aux projets d'existence et à la citoyenneté républicaine, mais le plus souvent la fidélité aux ancêtres, en même temps qu'elle se restreint à des groupes de parents proches, est préservée dans le cadre d'associations formalisées de descendants. La colonisation a ici atomisé la société en fragments de lignages, supprimé la communication d'ordre politique et économique entre les unités constituées, refoulé les pouvoirs au niveau du rituel : celui-ci constitue désormais la seule aire de liberté, le seul lien possible de cohésion et de contestation et l'ampleur de son développement donne la mesure de son refus de la domination. Cette désintégration de la société explique, au même titre que la faiblesse de l'organisation des luttes politiques populaires, l'ampleur de la dépossession politique opérée par l'Etat.

Dans les deux types de sociétés, l'éloignement de la région de naissance est vécu comme un exil, les corps défunts sont rapatriés dans les villages d'origine, des associations sont fondées qui assurent leurs transferts.

3- Tradition égalitariste, tradition hiérarchique

L'on peut par ailleurs poser une distinction entre les sociétés à tradition égalitariste qui connurent l'organisation clanique ou tribale et celles à tradition hiérarchique organisées en chefferies, puis en Etats. Nous savons maintenant que le passage d'un type d'organisation à un autre n'a pas suivi les schémas simplificateurs des évolutionnistes, que de nombreux cas de « dévolution » se sont produits, qu'ils aient pour source la destruction des systèmes centralisés par l'agression des traitants esclavagistes ou le refus, interne aux sociétés, de la sujétion.

Au nombre des sociétés du premier type, l'on classe habituellement par exemple les Betsimisaraka

merina, masakoro, vezo, en confondant deux ordres de réalités, à savoir :

- des ensembles socio-politiques d'autrefois unifiés par un Etat, une chefferie, et qui comprennent eux-mêmes des groupes, par exemple l'Etat merina ou les Etats des différents royaumes sakalava ;
- les groupes composant ces ensembles socio-politiques dans la mesure où ils présentent une certaine homogénéité qui permet de les différencier, clans étendus ou anciennes entités politiques submergées dans de nouveaux ensembles, tels les peuples masakoro, vezo, relevant des royaumes sakalava.

regroupés en confédération de clans, les Antandroy qui semblent avoir une idéologie de descendance commune, affirment avoir la même souche ancestrale (*Ny Antandroy, iray razana*)¹, les Tsimihety² qui refusèrent la sujétion aux princes Zafirabay et allèrent peupler le Nord-Ouest vers Mandritsara. Ou encore, parmi les Antemoro, le groupe Ampanambaka (G. Althabe, 2000), chez les Antesaka³ les clans Zafimananga, Zafimahavaly et Zafimahery qui s'insurgèrent contre leurs souverains et choisirent de s'organiser plus démocratiquement.

Les sociétés du deuxième type comprennent celles des Antanosy, Mahafaly, Betsileo, Sakalava, Antaimoro, Merina, etc.. dont les dirigeants ont souvent entre eux des liens de parenté... Bâties autour de la sacralité du souverain, elles s'appuient sur un système idéologique sophistiqué, une hiérarchie minutieuse définissant la place et les prérogatives de chacun en fonction des relations de ses ancêtres aux ancêtres royaux ; ceux qui n'ont pas d'ancêtres c'est-à-dire les esclaves, occupent le niveau le plus bas de l'échelle sociale. Les hiérarchies déterminent les positions, les représentations, les loyautés et les groupes dénombrés ne sont pas des entités cohésives qu'on pourrait penser : si les – ou des – descendants des esclaves ne se sentent pas solidaires du passé comme de l'avenir des descendants de la population libre peut-on encore parler en termes d'ethnies cohérentes⁴, ne doit-on pas plutôt parler d'identité à plusieurs pôles, l'ethnicité englobant alors les différenciations statutaires et de classes ? De par les inégalités internes, l'unité de ce type de société est constamment à recréer. Il existe toutefois des ponts entre les divers rangs, une certaine mobilité sociale est permise, même si elle est limitée.

4- Des peuples dans les mémoires

Nous avons donc affaire aujourd'hui à Madagascar au sein de la nation malgache, non à des « ethnies » réelles, territorialisées, s'organisant autour d'institutions qui les reconnaissent, mais à des ensembles sociaux reposant sur la mémoire et l'imaginaire qui ont gardé, plus ou moins accusées au gré des circonstances, des formes de solidarité et de loyauté, que celles-ci soient muettes ou déclarées, un souvenir d'autrefois s'ajustant aux contextes présents. Il s'est effectué lors du démantèlement des sociétés par les pouvoirs coloniaux, un repli en milieu rural sur les unités élémentaires (segments de lignages, lignages, clans, au mieux, chefferies), en milieu urbain sur la famille étendue et la famille nucléaire, à la ville comme à la campagne création de nouvelles communautés de résidence. L'ensemble du pays est constitué des descendants des peuples des entités politiques d'autrefois, aux coutumes plus ou moins similaires ; des peuples qui se connaissent mal mutuellement ; qui ignorent leurs modes de communication d'autrefois avec les autres ; des peuples qui ignorent leur histoire ; au niveau du pays, des dirigeants qui n'investissent pas sur l'histoire mais sur une pseudo-histoire.

La construction coloniale, instrumentale à des fins de division, a consisté à sélectionner les traits différenciateurs des différents peuples, à opposer ceux-ci les uns aux autres, et principalement le groupe du centre, le plus puissant, dont le pouvoir menaçait l'occupant, à ceux de la périphérie. Le

¹ Ce qui semble contradictoire avec la hiérarchie établie entre les différents clans, à moins qu'il ne s'agisse de systèmes de chefferies héréditaires.

² La création de la tribu des Tsimihety (ceux qui ne se coupent pas les cheveux à la mort d'un souverain) daterait du refus de la sujétion aux princes Zafirabay, du refus de la sujétion à la royauté. Ceux qui acceptèrent la soumission à la royauté (les Marobory) partirent vers Maroantsetra, vers le Nord-Est, les Tsimihety eux se dirigèrent vers le Nord-Ouest, vers Mandritsara.

³ Voir les travaux en cours de Johnson Andrianahy : les clans Zafimananga, Zafimahavaly et Zafimahery s'insurgèrent en 1895 contre l'ordre royal des Rabehava, renversèrent les rangs sociaux et imposèrent l'institution de la communauté Telo Troky (abandon du terme Lohavohitsy) : Zafimananga, Rabehava, Zafimahavaly, pourtant sans relations de parenté. Les Rabehava, dépossédés de leurs terres sont concentrés autour de Vangaindrano ; de la même façon que l'ensemble des Antesaka, les migrations les ont menés dans tout le pays.

⁴ Cf. Le *famadihana*, rite des deuxième funérailles, qui passe pour être spécifique du pays Merina, n'est pas chez ce peuple, pratiqué pour les aristocrates de haut rang qui évitent tout contact avec la mort. Cf. J.P. Domenichini (1992) : « La pratique des secondes funérailles, amplement attestée en Asie du Sud-Est, est un trait culturel des sociétés austronésiennes, du moins dans leur variété hespéronésienne ; elles étaient restées au XIXème siècle et sont restées au XXème siècle une pratique du tout Madagascar, sans que leur extension y ait été partout égale : l'aire occidentale (Antsakalava, Mahafale) avait réservé le privilège des traitements préliminaires du corps avant sa mise au tombeau - cérémonie appelée *tsiritse* en Menabe - aux rois et à leur famille proche ; tandis que le peuple mettait ses morts en terre sans plus y revenir ; dans l'aire centrale (Imerina, Betsileo, Ibara) et orientale (Betsimisarakana) au contraire, les secondes funérailles sont généralement pratiquées, voire nécessaires, et il importe peu de ce point de vue qu'elles y soient différemment dénommées : *okat'arân, ova, kakazo, fiefana, havoria...* »

travestissement de l'histoire a consisté alors à doter d'autonomie les éléments d'un ensemble, le pays, à donner de celui-ci une image amoindrie, dont l'enjeu est le pouvoir. La décolonisation, dans ce domaine crucial n'a pas été faite.

5- La recherche du « Nous »

La possession d'une langue commune et donc d'un ensemble partagé de systèmes de représentations a forgé, plus que tout autre facteur, l'unité des Malgaches.

« Isika Gasy », « nous, Malgaches » définit une communauté dépassant aussi bien les particularismes familiaux, claniques, ethniques que les oppositions de rangs et de classes. Les fondements de cette unité sont inscrits aussi bien dans les corps, que dans des aspirations communes, la langue, les rites et croyances d'ordre religieux, la mise en œuvre d'une idéologie communautariste. Les Gasy s'opposent aux Vazaha : l'étranger est le Vazaha, le non Malgache, de même que le Malgache est le non étranger. L'étranger est aussi le nouveau, l'inattendu, qui est aussi l'anormal, qui peut nuire et que l'on ne connaît pas. A. Van Gennep (1904) notait au début du siècle la place donnée à l'étranger dans la culture et relevait une gamme d'attitudes allant de la peur, de l'appréhension à la vénération. L'étranger peut être intégré au groupe par des rites qui en faisaient un quasi-parent, pour peu que des rites d'accueil, qui sont aussi des modes de neutralisation d'une relation susceptible d'être dangereuse pour la société, soient accomplis. Aujourd'hui le Vazaha est le riche tout puissant, et l'on espère bénéficier de miettes de sa fortune. C'est aussi celui qui ne sait pas dépasser les contradictions.

Les moins sensibles à la division selon les ethnies seraient les jeunes : interrogés sur l'existence éventuelle de conflits entre jeunes de différentes origines, les jeunes de la capitale répondent que la question ethnique n'existe pas entre eux, d'autres affirment que celle-ci existe bel et bien au niveau des quartiers étudiants.

L'on doit noter également , outre la moindre acuité du problème chez les jeunes générations que :

- Les analyses de type ethniciste négligent généralement que les alliances entre membres d'« ethnies » différentes deviennent de plus en plus fréquentes, entre personnes de même appartenance socio-économique ; même si l'endogamie reste la pratique la plus répandue¹ les unions entre membres des divers ensembles ont toujours existé. Les cultures familiales, préoccupées à se trouver des ancrages et des légitimités, répugnent à admettre les mélanges, l'ouverture, de façon ouverte.
- Entre membres des différentes ethnies, les échanges familiaux ont toujours existé : familles de la capitale recevant des enfants de provinces, familles des provinces accueillant des travailleurs, fonctionnaires originaires de la capitale, échanges qui créent des liens très profonds qui transcendent les appartenances ethniques ; il en est de même des échanges au sein des églises et des temples.
- Les migrations constituent les milieux de brassage les plus forts. Selon des paysans Antesaka interrogés lors d'un débat : « à terre rouge des tubercules rouges, à terre noire, des tubercules noirs. C'est en fonction de la terre où ils sont enterrés que leur teinte devient rouge » « *Mena tany, mena ovy, mainty tany, mainty ovy. Arakaraky ny tany nolevenany ny mahamena ny volony* ». Les migrants font tout pour être acceptés dans leur milieu d'accueil, tout en faisant reconnaître leurs droits à des coutumes différentes. Dans la mesure où l'ethnie n'est plus relevée à partir du Recensement de la Population et des Habitats de 1975 l'on ne connaît plus en fait les effectifs de population selon l'ethnie et les régions. Mais les migrations sont importantes d'une région à l'autre. Ce que demandent les communautés en migration c'est que Madagascar soit à tous les Malgaches et que l'on ne les considère plus comme des *mpihavy* (des gens qui arrivent, qui viennent) ou des *mpivahiny* (des hôtes, des voyageurs), qu'il soit possible à tous d'être partout des Malgaches de plein droit quelles que soient leurs régions d'origine. En milieu rural comme urbain, des populations relevant de groupes différents cohabitent dans le plus grand respect des coutumes des uns et des autres. En milieu de migrations, les migrants s'organisent à des fins d'entraide, essentiellement pour assurer le

¹ Chez des peuples comme les Antesaka l'endogamie s'essaie à être la règle, l'exclusion du tombeau (*kobory*) familial étant la sanction qui menace les déviants. Un changement se dessine : le mariage entre Malgaches est admis, le mariage avec les Chinois seuls demeure interdit, car ceux-ci passent pour consommer du chien.

rapatriement des morts dans leurs villages ancestraux.

- Les mouvements de mobilisation populaire du type de celui de 1972 contre le néocolonialisme, contre le régime dit socialiste en 1991, et aujourd'hui pour la transparence des élections ont toujours dépassé les soi-disant appartenances ethniques.

Une des forces, des faiblesses aussi des Malgaches, c'est que tout échange, tout débat vise avant tout à trouver une plate forme commune, un terrain d'entente. L'on peut parler ici d'une culture de la négociation qui n'admet aucun extrémisme, qui admet que les idées soient menées jusqu'au bout, mais non leur traduction en actes : elles doivent s'arrêter là où se situe le point de rencontre entre les protagonistes, personne ne se sentant dès lors lésé. Le contexte social est ici déterminant, qu'il s'agisse de période d'enlèvement dans la sujétion ou de mobilisation des énergies, l'essentiel est de se situer sur le même niveau, dans le consensuel. En matière de cohabitation ceci permet les compromis. Sur le plan des idées celles-ci peuvent être menées jusqu'à leur terme, leur approfondissement, mais l'on estime qu'il est dangereux de les faire passer à l'acte. On dit de ceux qui persistent dans leurs points de vue après qu'ils aient écouté ceux des autres qu'ils s'obstinent (*miziriziry*), restent sur leurs positions et cette attitude est blâmée car elle ne permettrait pas la rencontre à mi-chemin perçue comme une vertu, le respect des positions de l'autre. Les valeurs de paix pour certains équivalent à un prérequis de la démocratie¹ : la capacité à s'asseoir et à dialoguer, à trouver des perceptions, des valeurs, des objectifs en commun. Dans la grille culturelle des rapports interindividuels une place est donnée à la différence de points de vue, la vérité ou du moins l'attitude correcte se localisant dans le compromis entre les points de vue des uns et des autres. Comme le proverbe le dit (*Ny hisavorovoroan-kilantoana*), « si nous nous mettons en situation de dérangement c'est pour mieux nous mettre en ordre », le désordre, la confusion, précèdent et préparent l'ordre et l'harmonie. Des rituels d'aplanissement des conflits (*tsitsike*, *velirano*, etc..) permettent que soient minimisées les oppositions entre individus comme entre communautés.

6- Les rapports de quasi-parenté

La culture a mis en place des mécanismes permettant l'instauration, entre les membres de communautés différentes susceptibles d'entrer en conflit, des rapports de quasi-parenté : les uns et les autres sont tenus de se conduire avec la plus grande familiarité pour la relation à parenté *ziva* ou *lohateny*, comme des parents proches dans la relation de fraternité de sang *vakira*, ou *fatidra*. Tandis que la relation *ziva* ou *lohateny* s'instaure entre deux communautés, telles celles des Betsileo et des Antesaka, ou celle des Antanosy et des Antandroy, leur interdisant le conflit, la relation *fatidra* ou *vakira*, unit les individus entre eux et facilite l'intégration des individus migrants dans leur milieu d'accueil, au-delà des ethnies et des nationalités.

Au niveau populaire le constat des différences est juste exposé, comme un donné.

II

La question Merina/ »Côtiers »

L'existence d'un problème Merina/ »Côtiers » ne peut être nié. Ceux qui se voilent la face au nom de l'unité nationale retardent le moment où la situation doit être considérée avec sérieux et imagination². Il faut aussi réaliser que cette situation est le produit d'une conjoncture, d'un système de pouvoirs et que les oppositions qui menacent peuvent être des phénomènes réversibles, ou irréversibles, selon les solutions qui y sont apportées. Qui en fait a empêché les pouvoirs qui se sont succédé de réfléchir à

¹ La mobilisation populaire qui suit les élections présidentielles du 16 Décembre 2001 a pour fondement le refus des autorités, dans un fort climat de suspicion de trafic des résultats, de procéder à la comparaison des procès-verbaux de chaque bureau de vote, le refus de la transparence qui suppose que chaque camp puisse défendre son point de vue. Le pouvoir autoritaire est celui qui refuse l'échange et l'existence de ce qui n'est pas lui.

² cf Tandis que l'« intelligenzia » persiste à se contenter d'affirmer qu'il s'agit d'un faux problème, les politiciens tribalistes, eux, préchent la division avec succès.

une solution de construction unitaire de la nation ?

Il doit être souligné que tous les Merina ne déprécient pas les « Côtiers », et que tous les « Côtiers » ne s'opposent pas aux Merina. Les positions ethnicistes sont le fait surtout de politiciens¹, relayés par leurs journalistes, prenant à témoin leur public en vue de la distribution des positions et du pouvoir, le fait de lettrés.² L'on ne peut minimiser l'impact des discours de ces derniers qui permettent que soit entretenu un courant quasi permanent de climat belliqueux ou pour le moins de suspicion entre les différentes composantes de la population. Dans les media tant privés que publics, les occasions de heurts ethniques sont rapportés sans analyses circonstanciées : sont catégorisés comme affrontements ethniques tous incidents opposant des membres d'individus de régions différentes : les incidents sont ramenés alors à la seule dimension ethnique sans faire la part pour l'explication des affrontements aux groupes d'âge, au sexe, aux circonstances, aux appartenances socio-politiques et socio-économiques, appartenances de classes, etc... autrement dit, les rivalités réelles, sont ramenées à un seul facteur, de façon obsessionnelle. Les dissensions inter-ethniques ne concernent donc pas seulement le conflit Merina/Côtiers mais les différents groupes entre eux. Il reste que la mobilisation contre les Merina demeure la plus usuelle et la plus payante.

1- Appellations

Les Merina qualifient les « Côtiers », de Ceux d'en bas (*Tambany*) , Ceux d'au-dessous des feuillages (*Ambaniravinkazo*), Ceux de la périphérie (*Tanindrana*). Les « Côtiers », en situation de conflit, appellent les Merina les Chiens de porcs (*Amboalambo*), « Ceux qui vivent sous le jour (*Ambaniandro*)³ , les têtes lisses (*Malama loha*) , Ceux qui descendent d'Ancêtres Chiens (*Amboarazana*) . Les appellations données par les Merina sont de type locatif, géographique, et sont dépréciatives, celles attribuées par les « Côtiers » se veulent insultantes. Le sens des qualificatifs a d'ailleurs connu une translation importante.⁴ L'opposition Tanivo/Tanindrana (l'en dedans/l'en dehors) n'avait pas dans les temps monarchiques, la consonance qu'elle a maintenant : en ces temps, Tanindrana - Ceux de l'au-delà de la lisière du royaume - ne signifiaient que la localisation, par rapport à Ceux qui relevaient de l'intérieur des frontières, de l'en-dedans ; elle revêt des consonances dépréciatives aujourd'hui.

2- Violences

Lorsque dans le pays les enjeux du pouvoir font naître un climat d'oppositions ethniques, les plus exposés aux violences sont les originaires de la province d'Antananarivo, les Merina qui vivent en dehors de leur province : le plus souvent il s'agit de migrants de longue date, qui sont partis pour vivre mieux, qui ont choisi de vivre dans une autre région et ont mis en place les stratégies de leur

¹ Les élections présidentielles du 16 Décembre 2001, auxquelles se présente un candidat Merina (Marc Ravalomanana), donnent lieu à une tentative de faire dresser contre la population de la capitale les populations des autres régions. Le candidat du pouvoir est un exemple achevé de l'intériorisation des automatismes de type tribal : les proclamations sur l'unité nationale ne changent rien, celle-ci est d'autant plus mise à mal qu'elle est proclamée haut et fort, le sentiment d'être tout simplement Malgache , le sentiment d'une communauté de destin lui semble étranger.

² Le journaliste Adelson Razafy du quotidien Tribune analyse de façon tout à fait pertinente l'obsession ethnique en cours actuellement dans le pays et qui est le produit d'un mode de gouvernement : « En fait, il se trouve que les paysans et le petit peuple en général traitent avec leurs prochains sans accorder aucune considération pour les origines ethniques. La tendance à tout bout de champ à la provenance (sic) régionale de ses semblables se rencontre surtout chez les intellectuels et les personnes instruites. A quoi peut-on imputer une telle situation, à l'émulation scolaire et universitaire entre les provinces ? A la vie universitaire aujourd'hui puissamment régentée par les associations régionales ? Au système d'attribution des bourses (surtout extérieures) fondé sur les appartenances régionales des demandeurs ? Au régime des quotas régionaux institué à l'entrée de beaucoup de grandes écoles et d'instituts supérieurs ? Il semble en fait que les intellectuels exacerbent intentionnellement les contradictions ethniques dans la quête (ou la conquête) des hautes fonctions de l'Etat, ou du moins souvent du secteur privé. Ecarté d'un portefeuille ministériel, de la présidence d'une société d'Etat ou même de la direction d'une agence régionale de banque, tel intellectuel frustré s'agite et élève la voix en faisant valoir des considérations ethniques dans le choix ou le non choix. Pour partir à l'assaut d'un poste convoité, certains intellectuels se regroupent en bandes et pèsent de tout leur poids sur la décision en brandissant comme une bannière leur appartenance ethnique. Comme les autorités ont souvent capitulé devant ces groupes de pression, des intellectuels éliminés de tel poste par un natif de la région, corsent le jeu en faisant cette fois des contradictions se rapportant aux clans, aux lignages ou aux « castes ».. »

³ Le terme Ambaniandro autrefois s'appliquait à l'ensemble de la population sujette dans l'ensemble du royaume.

⁴ Sur *Amboalambo*, voir les travaux de G.Ratsivalaka pour qui autrefois *Amboalambo* désignait ceux qui paient un tribut

implantation dont principalement leurs modes de relations avec les populations autochtones. Le plus souvent ils se sont rendus indispensables dans leurs nouvelles communautés. Mais les menaces peuvent atteindre, quoique moins fréquemment et à des degrés moindres, également les migrants d'autres ethnies de grands migrants, à savoir principalement les Betsileo et les Antesaka.

Un peu partout, dès que surgissent dans les provinces des occasions de conflits il est dit par les membres du parti Arema, parti présidentiel qui s'érige au-dessus des lois, que les Merina doivent rentrer chez eux ; les Merina, eux, se font gloire de leur capacité d'intégration, il n'y a pas d'étranger au cœur de l'Imerina a-t-il toujours été dit (*tisy misy vahiny an-kibon'Imerina*)

L'on ne peut minimiser le risque de violences tribales ou du moins des violences commanditées par certains politiciens afin d'effrayer les diverses communautés et les entraîner à les suivre.

Les violences génèrent des réflexes de défense : c'est ainsi qu'au plus fort des émeutes des fédéralistes à Toamasina en 1992 où il y eut de nombreux morts, les migrants des diverses associations se sont organisés pour se protéger des violences perpétrées contre eux¹.

Les intellectuels merina, vivant il faut le dire, dans le bain d'une idéologie francisée, et nourrie des idéaux des droits de l'homme se sont toujours sentis – mais plus maintenant, l'on a trop tiré semble-t-il sur la corde - coupables d'avoir vaincu, sous la monarchie merina, les autres entités politiques : ce faisant ils ne sortaient pas de la logique ancestrale, ils assumaient ce que leurs ancêtres – et non eux-mêmes – avaient fait.

Il a fallu les menaces physiques directes exprimées en 1992 par les membres du mouvement fédéraliste pour que les Merina en général, les intellectuels merina en particulier, généralement paternalistes dans leurs appréciations, se réveillent d'un long rêve : ils s'étaient fermés les yeux devant une réalité enfin évidente : ils étaient rejetés en tant que Merina et leurs comportements individuels ne changeaient rien à cette évidence. Bien sûr le mouvement fédéraliste ne représentait qu'une partie de l'opinion non Merina, mais les occasions où la « cause côtière », la solidarité des non Merina contre les Merina étaient trop nombreuses pour que les Merina enfin ne saisissent pas la situation de danger où ils se trouvaient. Depuis, de façon spontanée comme organisée, les solutions ont été imaginées, à défaut d'être prises, les échanges² se sont établis entre diverses parties de la population. Parmi les réponses de type identitaire l'on doit retenir la création en 1993 de la puissante association Terak'Imerina³, celle du journal⁴ et de la radio Feon'ny Merina, de même que tout un courant culturel

¹ Nous lisons dans le journal Tribune du 16 Novembre 1992 que « A l'initiative des natifs de Manjakandriana, d'Avaradrano et de la toute récente *Zafin'Iarivo*¹, les Merina vivant et travaillant à Toamasina se sont réunis hier dans un établissement sis à l'entrée de la ville... » « Ils sont las de servir de boucs émissaires et d'encaisser menaces et pressions morales dès qu'il y a instabilité politique. Aussi, entendent-ils démontrer qu'unis par une solidarité effective, ils peuvent s'organiser en cas d'atteinte à leur vie et/ou à leurs biens ».

Lors de la même occasion les originaires du Sud-Est, qui ont perdu des leurs lors des affrontements entre Forces Vives et Fédéralistes à Toamasina, se sont organisés en comités de vigilance. Nous lisons ainsi dans le même Journal Tribune, à la date du 25 Août 1992 : « De jour comme de nuit, tous les jeunes du quartier (de Morarano), Antefasy, Antesaka, Betsimisaraka, Merina, Betsileo ou Antaranjana, contrôlent la circulation des voitures et des personnes en installant tous les 50 mètres des barrages. Ce, afin d'empêcher toute intrusion suspecte... »

² . La tenue dans les locaux de l'Université d'Antananarivo en Octobre 1993 d'un Colloque sur le thème « Les Merina et le développement de la région où ils se trouvent » constitue un événement marquant. Le journal catholique Lakroa, à travers la Chronique hebdomadaire de Rasedinirivo note la nouveauté et l'importance du phénomène : « C'est la première fois, à notre connaissance, qu'à l'échelle nationale, dans la capitale même des Merina s'affichent et s'affirment en tant que Merina, solennellement face aux 17 autres Ethnies de Madagascar.

Cette démarche a été acceptée avec joie, avec soulagement même, par tous les Merina que nous avons rencontrés, dans les milieux les plus divers, dans des couches sociales les plus éloignées les unes des autres...

..Parmi les résolutions adoptées lors de ce Séminaire du 21 au 23 Octobre dernier, trois éléments méritent une attention spéciale. Il s'agit de l'insistance :

1. sur le rôle des Merina dans le développement des *faritra* (régions) où ils se trouvent.
2. sur l'union à renforcer entre Merina d'abord, ensuite avec les autres compatriotes,
3. sur l'unité nationale et l'identité malagasy... »

...Aujourd'hui les Merina en ont marre(sic) de subir la loi du plus grand nombre (les autres Ethnies ensemble contre la seule ethnie merina) : ils veulent qu'on instaure chez nous, pour le développement réel de notre pays, la loi de la technicité et de la compétence. Cela pour que notre pays si riche en élites intellectuelles ne soit pas empêché dans sa marche vers le développement réel par cette sorte d'ostracisme dont les Merina font l'objet jusqu'ici... »

³ D'autres associations existent, telle celle à Mahajanga des *Zafin'Iarivo*, avec celle des Terak'Imerina il s'agit en fait d'une fédération des associations.

⁴ Cet hebdomadaire s'attache à éclairer l'actualité politique par un recours à l'histoire longue.

de redécouverte de soi qui tente de se développer au-delà des clivages politiques.

3- Griefs réciproques, l'enjeu du pouvoir

L'entretien d'un volet de conflits ethnicisés a en fait pour enjeu le pouvoir sur le pays, la distribution des rentes étatiques, la disposition de populations dociles comme force pour la conquête et le maintien au pouvoir : mais en fait le « capital » des positionnements tribaux a lui-même ses limites : les oppositions existent mais aussi l'unité ; les clivages de partis peuvent l'emporter sur les appartenances.

Conquêtes et humiliations

Pour une grande partie des non Merina, les Merina demeurent le peuple qui opprime les autres peuples au cours de son œuvre d'unification, de conquête, d'administration, de la plus grande partie du pays et un sentiment d'orgueil et de supériorité lui est resté de cette époque. Beaucoup a été dit et écrit à ce sujet, continue à l'être. La perception, le vécu de l'histoire, sont évidemment différents selon les régions, mais rien n'a été fait pour expliquer les différences de point de vue. La réprobation, la dénonciation de « l'impérialisme merina » constitue toujours l'un des fers de lance principaux des héritiers de la vision coloniale de l'histoire chez les politiciens comme dans les écoles. A une vision raisonnée et surtout distanciée de l'histoire perdue une construction idéologique d'où sont effacés les acquis historiques précoloniaux, les intérêts des classes au pouvoir, la transformation de l'état merina en une institution bureaucratique et militaire de grande échelle (M. Bloch, 1986), le caractère général de la forte pression exercée sur les populations aussi bien Merina que non Merina, le poids et le jeu des contraintes internationales, la cruauté des répressions de mouvements rebelles de tous horizons à l'autorité d'Antananarivo. L'on peut lire en tout ceci une auto-dévalorisation de soi spécifique aux pays mal décolonisés.

Les Merina, privilégiés de la colonisation

Il est beaucoup reproché aux Merina : d'avoir bénéficié de l'enseignement et de la formation sous la colonisation ; d'avoir continué ainsi à dominer les autres groupes, grâce aux fonctions qu'ils exerçaient dans l'administration¹, fût-ce au niveau subalterne, aux activités commerciales menées dans tout le pays, grâce à leurs fonctions de responsabilité dans les églises, grâce aussi, pour certains, aux alliances contractées avec les pouvoirs coloniaux. L'absence de connaissances sur la structure de classes à l'époque de la colonisation a permis qu'ait la vie dure le mythe de Merina dominateurs ; la collaboration, elle, a été le fait de certaines catégories de Malgaches, Merina comme non Merina. La colonisation en besoin d'agents les a recrutés principalement là où ils se trouvaient, parmi les instruits, Merina comme non Merina.

Des Merina omniprésents

¹ L'historien J.R.Randriamaro affirme que pour le PADESM (Parti des Dshérités de Madagascar), ce parti créé en 1946 par les colonisateurs pour contrebalancer l'influence du MDRM (Mouvement de Rénovation de Madagascar) les Merina étaient «les véritables privilégiés » du système colonial et comptaient le plus d'employés dans l'administration. Le problème est posé en termes d'ethnies « privilégiées » ou non par le conquérant, révélant que pour le PADESM la colonisation est une bénédiction. J. R. Randriamaro illustre l'étendue de ces « privilèges » à la veille de la Deuxième guerre mondiale : « En 1939, dans l'administration générale indigène (gouverneurs, sous-gouverneurs, secrétaires, chefs de canton...), sur un effectif total de 1.076 fonctionnaires, on compte 771 originaires des hauts-plateaux, soit 7 agents sur 10. Les Merina sont moins nombreux, tout en restant largement majoritaires, dans l'enseignement où se sont concentrés les efforts de recrutement régional et de décentralisation : sur les 1.238 instituteurs que compte l'administration figurent 634 Merina, soit un Merina sur deux instituteurs. Mais la prépondérance merina augmente à mesure que l'on monte dans les échelons. Aussi retrouve-t-on deux Merina pour trois professeurs-assistants parmi les 72 existants. »

En 1946, « l'avance des Merina demeure entière puisque, sur un total de 9.140 fonctionnaires malgaches, on compte 6.043 Merina, ce qui représente toujours une moyenne de deux Merina sur trois fonctionnaires. A titre d'exemples, parmi les écrivains-interprètes, on dénombre 293 Merina sur un total de 439 (66,5%), chez les comptables 118 sur 179 (65%), chez les gouverneurs et sous-gouverneurs 391 sur 654 (59,7%), dans le personnel de l'assistance médicale indigène 1036 sur 1567 (66,6%) et dans celui des contributions indirectes 36 sur 38, soit 94,74%.(J.R.Randriamaro, 1997, p 320)

Les Merina se seraient installés partout¹, et exploiteraient les locaux là où ils s'installent. Il semble plutôt que, peuples de migrants, dynamiques et de tradition expansionniste, ils s'affirment partout comme extrêmement entreprenants ; ouverts depuis longtemps à la production marchande et à l'économie monétaire ils se distinguent immédiatement par leurs activités et les résultats de celles-ci des populations de leurs pays d'accueil. L'ignorance des coutumes locales, l'orgueil, les différences de comportements peuvent cependant rendre difficile l'assimilation de certains.

Les technocrates Merina adversaires de la décentralisation et du développement des provinces

Un autre grief, développé contre les Merina est qu'ils auraient été responsables de l'échec de la 2^{ème} République : la présence d'une mafia de techniciens Merina autour du Président Ratsiraka aurait empêché la mise en oeuvre de la politique de décentralisation, le développement des provinces. Ces cadres ont effectivement empêché les féodalités locales de gérer les territoires décentralisés à leur manière, mais ils ont été eux-mêmes remplacés au fur et à mesure de la formation de cadres non Merina du parti d'Etat.

Le choix du Président Ratsiraka : un « Côtier » déterminé

Pour certains « Côtiers », le président Ratsiraka serait le « Côtier » instruit, intelligent, tacticien et dénué de scrupules capable de tenir tête aux Merina qu'il sait diviser et manipuler intelligemment, capable de partager les richesses du pays avec ceux qui font route avec lui, ayant réussi à créer une véritable bourgeoisie « côtière », à travers le développement du secteur étatique, le jeu des bourses locales et extérieures, les postes créés pour soutenir la Révolution, les distributions de prébendes permettant le départ d'une accumulation. L'obsession ethniciste qui transparaît dans chacune de ses analyses sert d'élément mobilisateur contre un ennemi fictif.

Le blocage des postes

Alors que les Merina déplorent l'inexistence d'un esprit de solidarité entre eux qui puisse protéger les uns et les autres contre les passe-droits des non-Merina et que le népotisme aussi bien parental qu'ethnique et politique l'emportent sur le mérite et les qualifications, certains non Merina occupant des fonctions de direction estiment que les Merina constituent un bloc empêchant aux autres toute promotion.

Les « Côtiers » responsables du ralentissement du développement

Selon la vision de certains Merina, les Merina ont dû épouser le rythme des autres populations, et en ont été ralentis dans leur propre développement ; la prise en main progressive de l'appareil d'Etat par des cadres « Côtiers » sans tradition étatique et choisis surtout pour leur représentativité ethnique aurait été néfaste à l'ensemble du pays. Pour certains extrémistes, la province d'Antananarivo, qui fournirait à l'Etat 87% de l'ensemble des impôts du pays, prend en fait en charge l'ensemble du pays. Aujourd'hui les Merina constatent que la haute administration est devenue « côtière », sauf peut-être encore aux niveaux purement techniques, mais les chiffres ne sont pas disponibles.

Une question raciale ?

L'opposition gens des Hautes Terres/populations « côtières » est présentée de façon fort peu scientifique comme celle des descendants des originaires du Sud-Est asiatique et des originaires de l'Afrique, la dimension somatique est présente dans les conflits, la moindre différence physique étant relevée, soulignée.. Mais il faut souligner que la représentation, l'appréciation de ces différences s'est

¹ Ainsi, en 1948 16,38% des Merina soit 150.659 résidaient en dehors de la province d'Antananarivo, ce qui les fait disposer d'un « quasi-réseau national »¹ (J.R.Randriamaro, id)

transformée au long des siècles vers une dépréciation des Noirs. Les choses ne sont pas simples. Les « Côtiers » aux cheveux drus et crépus traitent avec dégoût les Merina aux cheveux lisses (ce ne sont pas tous les Merina en fait qui ont les cheveux lisses) de *malama*, de glissants, c'est-à-dire de gens sans foi, qui n'hésitent pas à changer de parole et de position. Mais les coiffeurs ne désespèrent pas à repasser et à lisser les chevelures, des femmes et même de certains hommes. L'intériorisation du dégoût pour les crépus, valeur occidentale et valeur merina contemporaine à la fois¹, rejoint le dégoût de soi. Les Merina, dont les familles comptent pourtant parfois des enfants de teintes mélangées et aux cheveux ondulés, voire crépus, éprouvent une certaine répugnance physique vis-à-vis de certaines caractéristiques physiques des « Mainty » (Noirs) : forte odeur, traits du visage ou du corps, etc.... Dans les lieux de danse publics les affrontements entre jeunes d'appartenance différentes reposent souvent sur l'accès aux jeunes filles qui font l'objet de tentatives de séduction-agression, celles où le jeune homme entame sa cour sur le mode de la violence car il s'attend à ce qu'elle ne soit pas acceptée. Pour nous le refus de l'alliance constitue l'un des fondements de la facilité avec laquelle les populations endossent les grilles de lecture et de comportement de type tribaliste, internalisent et l'histoire coloniale et les encouragements des politiciens à la division.

4 - Une situation de développement inégal mal résolue, le blocage de l'unité

L'opposition gens des Hautes Terres/populations « côtières » , soigneusement entretenue par la colonisation et adoptée par ceux qui ont intériorisé les schémas mentaux coloniaux, recouvre en fait une situation de développement inégal entre les deux ensembles de population opposés pour les besoins de la cause tribaliste. Il faut souligner que le climat de division ethnique, la polarisation et l'entretien de la division chez certains a eu comme effet l'impossibilité d'apprécier objectivement les atouts et les faiblesses de chacun des peuples malgaches et de faire face aux véritables problèmes : la question ethnique, en empêchant que soient abordés les vrais problèmes (santé, développement économique, démocratie, culture) a été véritablement, dans cette mesure, un obstacle au développement de l'ensemble du pays.

La force des Merina

La force des Merina, qui leur permet de réaliser le rassemblement de la plus grande partie du pays au sein du Royaume de Madagascar, s'inscrit en fait dans toute l'histoire de celui-ci. L'unification du royaume entreprise auparavant par plusieurs principautés en pays Sakalava² fut réalisée par les Merina aussi bien grâce à la situation géopolitique de la province de départ (isolement des réseaux de traite arabes et européens qui permet pendant des siècles la mise en valeur, l'organisation du territoire et la production de surplus), les qualités de travail d'une population d'agro-éleveurs, d'artisans, de commerçants, de poètes et de musiciens, les constructions politico-idéologiques de type unitaire sacrifiant les souverains et en faisant des parties prenantes de la cosmogonie, la personnalité de certains rois qui eurent à cœur d'organiser leur pays (grands travaux d'irrigation, organisation des marchés, etc...) et de l'ouvrir à l'extérieur selon leurs propres termes³.

¹ Dans l'ancien pays merina les chevelures crépues étaient valorisées (cf.J.P.Domenichini) une des premières reines s'appelaient Rangita, celle dont les cheveux sont crépus.

L'obsession pigmentaire, raciale serait devenue une constante à partir de la colonisation, les catégories raciales françaises étant internalisées et se mêlant aux couleurs sociales des sociétés malgaches où les Fotsy, les Blancs, étaient opposés aux Mainty, les Noirs, une des catégories de classement de la population dont le contenu n'était pas exclusivement somatique mais aussi symbolique. Raymond Kent¹ écrit à ce propos : « ...il est évident que comme critère d'origine la question de la pigmentation de la peau qui apparaît beaucoup dans les hypothèses n'est pas opérationnelle. Il n'y a pas de doute que cette préoccupation pigmentaire des Européens a empoisonné les relations entre Malgaches dès le début du XIX^e siècle distinguant les Merina à peau plus claire des autres Malgaches à peau plus sombre en dehors de différences purement économiques et politiques » Kent (R) (1970) , p 20, note 56.

² Cf J-P.Domenichini (1988) : « Dès le XVII^e siècle, la dynastie des Maroseranana de l'Ouest avait tenté de réaliser l'unification par la création des royaumes sakalava qui occupèrent toute la partie occidentale de Madagascar. L'insuffisance des hommes nécessaires pour contrôler ce vaste territoire et les tentatives du commerce de traite à la recherche d'une main d'œuvre servile expliquent sans doute en partie l'échec final de la confédération sakalava. »

³ M. Bloch (1986, p 14) identifie les autres facteurs qui sont à l'origine d'un Etat merina de grande envergure dès le roi Andrianampoinimerina, en dehors du commerce des esclaves : réformes agricoles, commerciales, organisation d'institutions gouvernementales et militaires, cours de justice, taxations et corvées, réformes d'autant plus efficaces qu'elles s'appuyaient sur les institutions traditionnelles existantes.

A partir de la conquête française, les différentes parties constitutives du royaume vont vivre, chacune de leur côté, dans la soumission, sans initiatives collectives possibles.

Le privilège des Merina a été, dès la période monarchique, d'avoir mis sur pied un système éducatif endogène : fixation et développement, à partir de la traduction de la Bible, du parler merina¹ qui devient langue officielle du royaume de Madagascar, mise sur pied d'un enseignement en malgache qui appuie le pouvoir dans l'administration du royaume, ouverture contrôlée à l'Occident, à ses savoirs et à ses techniques, développement de la langue littéraire et scientifique. L'importance tenue par le système scolaire² dans la culture et les valeurs des Merina explique que pour ceux-ci le mérite et la compétence doivent, malgré tout, primer sur l'origine.

La colonisation, ayant besoin de cadres moyens en recruta là où elle en trouva, parmi les Merina qui constituèrent la grande majorité des fonctionnaires dorénavant dispersés sur toute l'étendue du territoire³; plus que les troupes royales, les employés de la colonisation réalisèrent l'occupation du pays, participant à l'administration du pays en position subalterne et dépendante.

Il semble que, sauf peut-être exceptions rares, il y ait eu depuis l'indépendance retrouvée de 1960, plus ou moins accord entre tous les dirigeants sur le fait de donner la priorité aux régions les plus défavorisées. Mener une action volontariste pour développer en priorité celles-ci aurait été compris par tous ; ce qui ne l'a pas été c'est que, au nom d'un déséquilibre des provinces, le pouvoir de décider, la responsabilité de trouver des solutions aux problèmes, soit donnée à des gens incompetents sous le seul prétexte qu'ils venaient de régions pauvres et analphabètes. En d'autres termes, ce qui fut contesté par les Merina ce n'est pas que les régions défavorisées soient développées en priorité mais que le pouvoir de gérer le pays repose sur des critères ethniques. Côté « Côtiers » confier un poste, - fût-il de haute responsabilité - à un originaire de région pauvre, semblait signifier déjà avancer dans la résolution du problème : tout « Côtier » pourvu d'une haute fonction signifie déjà un enrichissement, un développement, de sa région, le pouvoir potentiel d'avancer dans la mesure où, dans une logique ethniciste, seuls les originaires d'une région peuvent vouloir son développement.

Une autre des dimensions les plus prononcées de l'identité merina serait son appropriation, son internalisation du christianisme . L'histoire de celui-ci, à Madagascar est connue (F.Raison, 1991). La persécution des adeptes du christianisme par Ranavalona 1^{ère} reposait sur le côté absolument profanateur, destructeur, d'une religion d'étrangers qui impliquait la répudiation des coutumes ancestrales, la désacralisation du pouvoir dans un pays où le politique et le religieux ne se dissocient pas. Paradoxalement les persécutions élevèrent plus tard le christianisme au rang de religion ancestrale : être descendant de martyrs constitue une identité valorisée, à partir du moment surtout où la reine Ranavalona II elle-même fit du christianisme une religion d'Etat qui ne se dissociait pas des institutions étatiques sur l'étendue du pays pacifié. Dans toutes les régions du pays le christianisme, qu'il s'agisse de catholiques, de luthériens ou de protestants calvinistes –pour ne parler que des églises les mieux ancrées dans le pays- est devenue une religion traditionnelle., n'a pas fait disparaître la religion ancestrale mais s'y est adapté

Il semble que les manipulations de type ethnicistes tentent également d'opposer la partie islamisée de la population aux chrétiens.

Deux lectures de la société et de l'histoire

¹ Le roi Radama 1 opta pour la transcription en caractères latin du malgache écrit auparavant en caractères arabes.

² La fixation de l'écriture date de 11111, les premières écoles de 6666, l'exemple venant des souverains

³ Cf J. R. Randriamaro (1997), p 72 : « A leur arrivée, les Français voulaient se débarrasser de ces élites. Mais placés devant les problèmes d'ordre budgétaire, ils furent contraints de faire appel massivement à la collaboration des cadres de l'ancienne administration merina. La politique des « races » qui devait anéantir l'hégémonie merina fut abandonnée par Gallieni dès 1902 et l'expansion des fonctionnaires merina sur les côtes sera encore plus importante que sous la période royale. Gallieni parvint même à justifier politiquement son alliance avec les Merina, y trouvant une mesure indispensable pour assurer la stabilité de l'établissement de la France à Madagascar : « le groupe *hova* était en pleine évolution et en le tenant à l'écart de notre administration on ne peut espérer faire disparaître l'hostilité ancienne. » (Fénard,G,1939, p 91).

Lorsque ses successeurs décident de créer une nouvelle élite dans les écoles françaises, ils vont s'appuyer encore une fois sur les Merina et leur « intelligence » et leur « soif d'apprendre ». Pour Augagneur, le successeur direct de Gallieni, le « personnel indigène des Hauts Plateaux est suffisamment instruit mais d'un niveau moral peu élevé, par contre, en dehors des Hauts Plateaux le personnel malgache est en général inférieur à sa tâche ; à peu près illettré, il a de plus les mêmes défauts que le

L'on peut, dans les études sur Madagascar, distinguer grossièrement deux grands courants, deux visions de l'histoire et de la société ; de façon générale, la problématique rassembleuse des auteurs malagasy décolonisés¹, celle qui cherche le lieu où les ententes ou bien se créent ou sont susceptibles de le faire, s'oppose de façon flagrante à l'obsession de la contradiction et de la division des auteurs français. Faut-il y voir les avatars d'un nationalisme inquiet d'une part et d'un esprit du colonialisme demeuré fortement ancré d'autre part, ou encore deux tournures d'esprit, l'une tournée vers la recherche des plates-formes de rencontre, l'autre vers la confrontation, s'agit-il d'une question de culture ? L'on peut se le demander en toute honnêteté.

Deux mouvements dans l'histoire, celui du PADESM et celui incarné par le parti MDRM incarnent et traduisent deux visions qui se rencontrent tout au long de l'histoire qui suivit la fin du royaume de Madagascar : d'un côté, celle de ce que l'on peut appeler l'héritage et l'esprit PADESM, à savoir la négation de la nation malgache aussi bien par les colonisateurs que par leurs partisans et leurs continuateurs ; de l'autre, du côté du MDRM une représentation de la nation malgache en quête perpétuelle d'unité et de force.

Les deux visions ont une conception différente de l'histoire malgache : alors que les partisans du MDRM, et les Merina de façon générale, parlent d'extension des frontières du royaume dans une vision unificatrice, certains voient dans ce processus une œuvre de colonisation interne même s'il s'agit de terres non occupées, de no man's land ou d'espaces faisant partie des zones d'expansion des uns et des autres pouvoirs malgaches²

Les mots ont leur force. Ce qui est, sous d'autres latitudes, perçu comme un processus d'unification est volontairement construit comme occupation de terres étrangères (Il ne semble pas que dans le processus d'unification, guerrière ou pacifique, les groupes malgaches se soient disputé des terres mais les hommes, alors que la territorialisation et la fixation des groupes accompagne de processus de domination étatique). Dans la tradition de rivalités ethnicistes, il n'est pas fait une analyse de la nature des pouvoirs autrefois en conflit, de leurs contraintes, stratégies, difficultés, alliances, pas d'analyse de classes ni de contextualisation des sources. L'histoire et aussi l'anthropologie de Madagascar étant étudiées « ethnique » par « ethnique », en dehors des contraintes que faisait peser le contexte général qui les contenait et dans la méconnaissance des rapports qui les unissaient, la méthodologie adoptée aboutit à un tableau conflictuel. Dans le cas de la subordination aux Merina, le passé ne reçoit qu'une qualification « ethnique ». Il est omis de dire que la situation des populations dans les régions merina était similaire sinon plus grave que celle des populations soumises. Ce type d'approche est significatif de la méthodologie prétendument scientifique des chercheurs d'idéologie coloniale.

La culture de la division choisit par ailleurs d'ignorer les facteurs d'entente, d'unité : appartenances d'identités multiples, métissage qui fait appartenir à plusieurs ethnies à la fois, inadéquation entre identité et territoire dans le cas des migrants. Toute de passion, cette culture ignore également la représentativité démocratique : les leaders ethnicistes « Côtiers » finissent ainsi par se persuader qu'ils constituent la majorité de la population, 17 tribus sur 18...

Nous vivons et surtout depuis la 2^{ème} République dans un climat de division ethnique récurrent : les prétextes les plus futiles où apparaissent des personnes d'origines différentes mettent en exergue, en valeur, les systèmes d'oppositions, une logique conflictuelle. Cet esprit de division repose dans une grande mesure sur une ignorance de l'histoire, une fausse mémoire qui n'a retenu que ce qui divise ; ce qui apparaît le plus c'est l'ignorance du contenu qu'avait autrefois les pseudo-ethnies d'aujourd'hui, l'ignorance des relations réelles entretenues entre entités politiques.

Nous héritons aujourd'hui non d'antagonismes superficiels et épisodiques mais d'un système cohérent élaboré par les politiques de la colonisation sur la base des recherches effectuées qui se sont directement nourries des pratiques orientées qu'elles traduisent et orientent à la fois. . Nous renvoyons pour ce sujet à deux études. La première, réalisée par A.Bouillon (1982) pose et démontre la fonctionnalité des études pour le système colonial aux différentes étapes de son existence et expose

personnel de l'Imerina et du Betsileo ».

¹ Les travaux de l'historien G.Ratsivalaka¹ (1995) sur le 18^{ème} siècle malgache illustrent la volonté, de plus en plus répandue, de retour sur soi pour une recherche des faits non instrumentalisée et partant, malgache.

leurs liens avec les courants pseudo-scientifiques anthropologiques ; la seconde, de S. Panoux (1987), dissèque la construction opérée par les Grandidier sur les populations de Madagascar, œuvre immense qui aboutit à l'élaboration du damier ethnique et à laquelle tous les chercheurs « malgachisants » se réfèrent encore aujourd'hui comme à une bible et dans laquelle se retrouvent les Malgaches. . Les colonisateurs ne sont plus là, les colonisés ne sont plus là non plus mais tout est fait pour que les perceptions et représentations ne changent pas.

Modes de gouvernement

Le recrutement des hauts responsables de l'Etat obéit plus, nous l'avons vu, à l'origine (et à l'inféodation) qu'à la compétence, ce qui exerce un effet dissuasif en matière scolaire, la méritocratie ne trouvant plus de place. Le tribalisme, la manipulation de la pseudo question ethnique font partie constitutive du système de gouvernement. Les discours politiques, les déclarations des associations ethniques aux micros des radios aussi bien locales que nationales se conforment à un objectif précis : se concilier les natifs, les rendre complices des malversations, afin d'être élus, sur la base de l'appel à la dissension. Le moindre évènement anodin est transformé en un prétendu conflit ethnique : ce type de manoeuvre fait partie de la panoplie de recours des membres du parti dirigeant lorsqu'il s'agit pour eux de réfuter un individu ou une idée qui ne leur sont pas acquis : un incident est provoqué qui, par les risques de dérives « ethniques » qu'il entraînerait risquerait de faire peur, car la population, pacifiste, réprouve en fait et craint les conflits fratricides car ils sont difficilement contrôlables, terriblement passionnels. Il s'agit également de jouer sur les dissensions internes : aujourd'hui, comme hier les colonisateurs, les politiciens, tentent d'affaiblir les groupes en suscitant en leur sein des mouvements de contestation¹

En guise de conclusion

Nous avons à Madagascar, avec ce que l'on appelle les ethnies, des unités imaginaires, des loyautés plus ou moins oubliées, que l'on peut rattacher aux formes d'organisation précoloniales mais qui en diffèrent totalement . L'existence de ces loyautés, de par les manipulations politiques dont elles font l'objet, participe de la fragilité de l'ensemble national : menaces quasi-permanentes de luttes inter-ethniques, de balkanisation du pays ; regroupements des entités qui se sentent menacées. Mais, plus fort que les menaces, le sentiment d'unité, la peur en fait du fratricide, de la lutte entre Malgaches, trait qui n'a pas encore fait l'objet de recherches, explique que les tentatives de monter les communautés les unes contre les autres ont rencontré le refus des populations.

Il apparaît également que le maniement de ce type d'oppositions, qui contrecarre l'exercice effectif du processus de démocratisation réclamé par la population, constitue un obstacle de poids au développement , ceci parce que :

- l'origine peut primer sur le mérite individuel,
- la jouissance des divers droits des humains est limitée par les opportunités réelles,
- la conscience nationale, la mobilisation pour le mieux-être, émergent difficilement des facteurs de division entretenus.
- Le politique perd sa vocation de mise en œuvre d'une construction collective pour ne jouer que sur la division et la destruction.

Les solutions se situent dans les domaines éducatifs et culturels qui doivent accompagner les nécessaires décisions et actions politiques. Le pays doit effectuer un effort gigantesque de recherche et de réflexion, d'enseignement, d'information sur l'histoire et la culture nationale afin de développer une mémoire fédérative qui puisse garantir un avenir dans la solidarité. Les spécificités régionales doivent être appréciées pour ce qu'elles sont, une richesse ; la culture unitaire est à découvrir à travers un travail de recherche de type comparatif. Devant la menace de balkanisation actuelle, il est plus que jamais en effet urgent de raffermir le nous commun, l'édifier sur des bases acceptées et le rapport à soi, le rapport à l'étranger, l'identité, constituent autant de jalons dans cette direction. Que l'affirmation de la solidarité nationale ne se contente pas d'actes symboliques comme la participation à des fêtes collectives ici et là, de discours conventionnels, fussent-ils fleuris de beaux proverbes. Il ne peut y avoir

¹ La manipulation par le pouvoir des descendants d'esclaves est à ce titre exemplaire , voir notre étude sur ce sujet (Janine Ramamonjisoa 1985)

de sens national que traduit en actes concrets qui traduisent l'intégration des diverses composantes de la communautés dans les préoccupations collectives.

Une tâche immense attend les chercheurs, historiens et anthropologues principalement dans le décryptage comparatif des différentes composantes culturelles, avec comme objectif la passage de la culture nationale du niveau du vécu à celui de la conscience. La question des rapports de la culture malgache avec les diverses cultures qui la constituent et qui l'ont enrichie a été jusqu'à présent posée en termes raciaux-politiques sans jamais avoir donné lieu à des programmes de recherche cohérents, qu'il s'agisse de la linguistique, de l'anthropologie, de la technologie, de l'histoire... En dépit de plusieurs siècles de développement l'existence même d'une culture malgache qui s'est forgée de façon autonome n'est pas admise semble-t-il de façon ouverte, et ceci en dépit du caractère flagrant de son existence et de sa spécificité. Des personnalités, des organismes n'ont jamais cessé de réclamer l'élaboration et la mise en oeuvre de ces programmes d'importance vitale pour toutes les dimensions de la vie nationale et il est temps qu'un effort national s'y consacre.

Bibliographie

- Bloch (M) (1986) *From blessings to violence. History and ideology in the circumcision ritual of the Merina of Madagascar.* Cambridge Studies in Social Anthropology. Cambridge University Press.
- Boiteau (P) (1982) *Contribution à l'histoire de la nation malgache.* Paris/Antananarivo. Editions sociales/Ministère de la Culture et de l'Art Révolutionnaire de la République Démocratique de Madagascar
- Bouillon (A) (1981) *Madagascar, le colonisé et son âme. Essai sur le discours psychologique colonial.* Paris, L'Harmattan
- Deschamps (H) (1947) *Madagascar.* Paris. Berger Levrault
(1960) *Histoire de Madagascar,* Paris, Berger-Levrault
- Domenichini (J.P) (1981) « La plus belle énigme du monde ou l'historiographie coloniale en question » in *Omalý sy Anio* ,13-14
(1988) *L'histoire de Madagascar aujourd'hui.* Ronéotypé
(1989) « Tribu, ethnie et nation à Madagascar : peut-on corriger les dénominations ? » pp.15-31 in Chrétien (J.-P) et Prunier (G.) edit. : *Les ethnies ont une histoire,* Paris, Karthala
- Esoavelomandroso (F) (1977) « Politique des races » et enseignement colonial (jusqu'en 1940) » in *Omalý sy Anio* , 5-6
- Grandidier (A) et (G) (1908) *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. Volume IV : Ethnographie, tome 1, 1ère partie: Origine et division des indigènes,* Paris.
(1914) *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. Volume IV: Ethnographie, tome 2 : Les habitants de Madagascar. Leur aspect physique. Leurs caractères intellectuels et moraux. La vie sociale à Madagascar: la famille malgache,* Paris.
(1917) *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. Volume IV : Ethnographie, tome 3-1 : Les habitants. La famille malgache (fin). Rapports sociaux de Malgaches Vie matérielle. Croyances et vie religieuse,* Paris.
(1924): *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar. Volume IV : Ethnographie, tome 3-2: Agriculture. Forêt. Elevage. Industrie et commerce. Travaux*

- publics et moyens de transport. Education. Médecine, Paris.*
- Isnard (H) (1962) « Disparités régionales et unité à Madagascar », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, n°32, pp.25-42.
- Kent (R.R) (1970) *Early kingdoms in Madagascar, 1500-1700* New York. Holt, Reinhart and Winston.
- Mosca (L) (1986) « The Ethnic Element and the National Integration in the Malagasy Republic », paper presented at *the 29th Annual meeting of the African Studies Association*, Los Angeles.
- Panoux (S) (1987) « Essai d'approche du discours colonial, la notion de « barbarie » et ses nuances dans A et G. Grandidier ». In *Colloque International d'Histoire*, Antsiranana.
- Raison-Jourde (F) (1991) *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^{ème} siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'Etat, (1780-1880)*, Karthala, Paris
- Rakotoarisoa (J-A) (1999) « Madagascar au XXI^{ème} siècle. Comment le Malgache peut-il s'adapter au monde de demain ». Interview, *L'Express de Madagascar*, 23 janvier 1999.
- Rakotomalala (M), Blanchy (S) et Raison-Jourde (F) (2001) : *Madagascar : les Ancêtres au Quotidien. Usages sociaux du religieux sur les Hautes Terres Malgaches*. L'Harmattan.
- Rakotondrabe(D.T) (1993) « Essai sur les non-dits du discours fédéraliste », in *Politique Africaine*, N° 52, Paris.
- Ramamonjisoa (J) (1997) *Pouvoirs et Production.L'expérience exemplaire de la Société d'Aménagement du Bas-Mangoky (Samangoky)*. Thèse de Doctorat en Sociologie. Université de Bretagne Occidentale.
- (1988): *Spécificités sociales et culturelles face au développement*. Antananarivo, Unité de Population/Plan/BIT. Document N°17.
- (1984) « Blancs et Noirs, les dimensions de l'inégalité sociale. Documents socio-linguistiques » *Cahiers des Sciences Sociales*, N°1, Département de Sociologie, EESDEGS
- Ramiandrasoa (F) et Ratsivalaka (G.R) (1989) « De l'usage du concept « Ethnie » dans l'historiographie de Madagascar : l'exemple des Bezanozano au XVIII^{ème} siècle. » *Revue Taloha*, N° 13
- Randriamaro (J.R) (1997) *PADESM et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD* Karthala, Paris.
- Ratoandro (G) (1999) « Madagascar au XXI^{ème} siècle » . in *L'Express de Madagascar*, 9 Janvier » :
- Ratsivalaka (G.R) (1995) *Madagascar dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien (circa 1500-1824). Pour une relecture de l'histoire de Madagascar*. Thèse d'Etat en Histoire Université de Nice/Sophia Antipolis
- (2000) *Les Malgaches et l'abolition de la traite européenne des esclaves (1910-1817). Histoire de la formation du royaume de Madagascar*. Editions Hery Arivo.Antananarivo
- Roubaud (F) (1997) *Ethnies et Castes dans l'agglomération d'Antananarivo : facteurs de division ou richesse culturelle*.

- Madagascar Dial-Instat-Orstom, version provisoire, septembre 1997.
- 2000 *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?* Editions Tsipika et l'Harmattan
- Schlemmer (B) (1989) " Enjeux identitaires à Madagascar". *In Questions d'identités comparées*, Jolivet Marie-José (ed). ORSTOM-SUD, Paris.
- (1983) « La domination royale au Menabe. Détournement colonial, survivance, décomposition. » in *Les Souverains Madagascar, l'Histoire royale et ses résurgences contemporaines*, sous la direction de F.Raison-Jourde. Karthala. CNRS, Ministère français des Relations extérieures
- Van Gennep (A) (1969) *Les rites de passage*. 1^è édition.1909. Paris. Mouton.
- (1904) *Tabou et Totémisme à Madagascar*, Paris, E. Leroux.